

LIRE EN PAGE 3

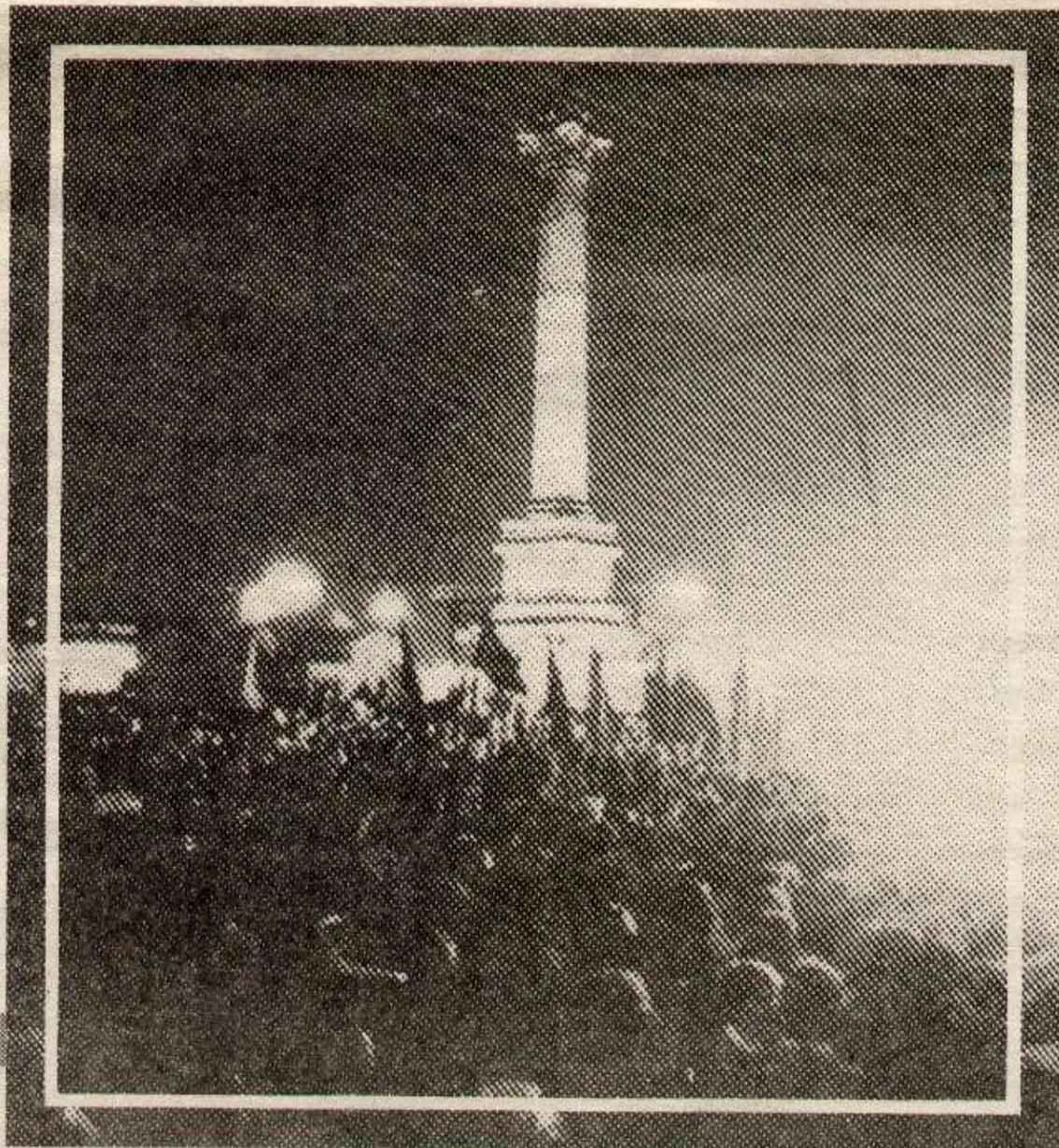
LA DECLARATION DU SECRETARIAT POLITIQUE DU PCML

M 1659 - 1249 - 5,00F

du 15 mai au 21 mai 1981

l'humanité rouge
organe
central du **PCML**

**MAINTENANT
ÇA PEUT
COMMENCER
A CHANGER**



GREVISTES DE LA FAIM DE MASSY

Ils ont gagné

Mardi 12 mai 1981. A l'église Saint-Paul de Massy, c'est le 21^e jour de grève de la faim pour les 21 Tunisiens en lutte pour obtenir des cartes de travail et de séjour.

C'est le 21^e jour et c'est aussi le dernier.

Le préfet jusqu'ici dans l'attente des résultats des élections présidentielles (la vie des travailleurs immigrés pour un préfet pèse peu en regard de ce genre d'échéance!) s'est décidé : les grévistes auront un récépissé provisoire — 3 mois, renouvelable — tenant lieu d'autorisation de séjour; en attendant qu'ils trouvent le certificat d'embauche qui leur donnera accès à la carte de travail, puis à la carte de séjour. Ce récépissé écartera en même temps la menace d'expulsion, devenue tellement permanente ces temps derniers (depuis la rafle policière au foyer Ampère, le 3 février, en particulier) que pour ces hommes, ça n'était plus possible : ils avaient dû engager cette grève de la faim.

Ils sont fatigués bien sûr; les malaises se multipliaient ces derniers jours. Mais le succès se lit sur tous les visages! Ce succès, partiel encore, il s'agira de le transformer en succès complet pour les 21. Il s'agira aussi de l'étendre aux autres qui dans la région, ont à faire face aux mêmes problèmes. Aussi le comité de négociations a décidé de se maintenir. De même le collectif de soutien doit poursuivre son activité.

Quant au gala envisagé et dont la date n'est pas encore fixée, il s'agira plutôt d'une fête de la victoire.

Cet après-midi du 12 mai, c'est déjà la fête. Peu après 17 heures, les « 21 », entourés de ceux qui les ont soutenus et ont pu venir recevoir les fameux récépissés que viennent d'apporter des membres du comité de négociations.

A tour de rôle, un représentant de chaque association, organisation politique, syndicale, ayant soutenu cette lutte, les principaux animateurs du collectif de soutien, remettent à chacun son récépissé. Pour les 3 derniers, ce sont 3 camarades tunisiens, leurs compatriotes et représentants au comité de négociations. Embrassades, applaudissement, émotion, sous les flash des photographes... Des moments qu'on n'oubliera pas.

Puis c'est la « soupe », il faut recommencer, progressivement à se nourrir à nou-



—Plusieurs centaines de personnes ont longuement manifesté dans Massy le 6 mai dernier; le succès et l'écho de cette manifestation n'ont pas été pour rien, sans aucun doute, dans la victoire.

—Récépissé en main...
—Avec leurs représentants, la photo de la victoire.



veau. Un peu de soupe donc, un yaourt. Quelques chants, une danse esquissée que le malaise d'un gréviste interromp vite...

C'est la victoire!

Au delà, il y a la perspective de la lutte plus vaste contre les expulsions, contre les lois et circulaires Bonnet-Stoléru qui les permettent, au gré des déci-

sions administratives ou policières, dans les conditions nouvelles d'aujourd'hui.

C'est de ces lois et circulaires qu'il faudra obtenir l'abrogation; c'est à ce statut de sans-droit dans lequel les Giscard-Barre-Bonnet-Stoléru ont voulu les enfermer qu'il faudra arracher les travailleurs im-

migrés. C'est l'égalité des droits, Français-immigrés, qu'il faudra obtenir, pour le bien de tous les travailleurs.

Dans ce sens, la suspension de toute expulsion doit être l'une des premières mesures du nouveau gouvernement ainsi que l'annulation des précédentes, multipliées ces derniers temps.

G.C.

Ce qui a changé le 10 mai

Il convient de bien mesurer l'importance des changements qui sont intervenus le 10 mai avec l'élection de Mitterrand à la présidence de la République. Nous serions en Allemagne ou en Grande-Bretagne, l'événement serait d'assez peu de poids. Ce serait le jeu habituel de l'alternance qui conduit un coup les conservateurs au pouvoir et le coup d'après les sociaux-démocrates. Et cela depuis des décennies. La différence entre les uns et les autres est celle qui consiste à passer du changement dans la continuité à la continuité dans le changement.

Mais nous sommes en France. Il y a la droite et il y a la gauche. Depuis 23 ans, une génération, ce sont les mêmes hommes, ceux de la droite, qui sont au pouvoir. Ce camp-là est celui des forces réactionnaires, du grand capital. C'était devenu comme une habitude de voir les mêmes succéder aux mêmes. Dans l'élection présidentielle, Giscard d'Estaing était le candidat de la droite, c'est-à-dire celui du capital, des défenseurs du système capitaliste. Et il y a la gauche. Dans ce camp se retrouve la grande masse des travailleurs, de ceux qui subissent l'exploitation, qui aspirent confusément au changement, qui sont anticapitalistes. A gauche, on se réclame du socialisme. Ses caractéristiques ont été modelées par l'existence d'un PCF puissant et de syndicats, surtout la CGT, fondant leur action sur la lutte des classes. Les nombreux travailleurs se reconnaissant en l'un et en l'autre sont animés de la volonté d'en finir avec le capitalisme. Pour de multiples raisons, Mitterrand est devenu le porte-parole de cette gauche, avec en arrière-plan cette profonde aspiration au changement. Voilà pourquoi, l'élection de Mitterrand est une victoire populaire remportée sur la droite. Les manifestations d'enthousiasme du 10 mai sont là, si besoin était, pour le prouver.

Dans le contexte actuel de la lutte des classes en France, la défaite de Giscard d'Estaing est un réel succès pour les travailleurs car elle permet de stopper, au moins momentanément, l'offensive anti-ouvrière que Giscard d'Estaing conduisait. Elle est un échec pour les grands monopoles capitalistes. Elle contraint la bourgeoisie monopoliste à rechercher de nouvelles voies pour continuer à défendre au mieux ses intérêts, elle l'oblige à chercher à s'adapter à la nouvelle situation. Cet échec a renforcé les divisions entre les partis de droite. Une telle situation est propice aux travailleurs.

Voilà, à nos yeux, quelques-unes des choses essentielles qui ont changé le 10 mai avec la défaite de Giscard.

Un point a été marqué sur la bourgeoisie. L'action des travailleurs est indispensable pour que l'essai soit transformé. Comment ne pas mesurer les fantastiques résistances qui vont se dresser face aux travailleurs?

La porte qui ouvre sur la voie du changement est entr'ouverte. Il faut maintenant s'y engager résolument.

Pierre BURNAND

l'humanité rouge

Fondateur : Jacques JURQUET. Directeur politique : Pierre BURNAND.

Rédaction : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers.

Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau — Administration : Max Durand.

Imprimé et édité par Presse d'Aujourd'hui — Directeur de publication : Jean-Luc Einaudi.

L'HUMANITÉ ROUGE — BP 201 — 75926 Paris Cedex 19 — CCP : 30 226 72 D La Source — Commission paritaire : N° 57952 — dépôt légal : 2^e trimestre 1981.

- **La défaite de giscard constitue un réel succès pour les travailleurs**
- **Des mesures immédiates doivent être prises afin d'améliorer la situation des travailleurs**
- **Il faut confirmer et approfondir la défaite de la droite lors des prochaines élections législatives**
- **Le plus sûr garant de la satisfaction des revendications c'est l'action de masse des travailleurs**

Déclaration du secrétariat politique du PCML

La défaite de Giscard d'Estaing constitue un réel succès pour les travailleurs, pour tous ceux qui, ces dernières années, ont fait face à l'offensive antipopulaire qu'il a dirigée. C'est la défaite de celui qui était le candidat des grands monopoles capitalistes. C'est un échec pour le grand patronat qui comptait sur la réélection de Giscard d'Estaing pour poursuivre ses attaques contre les travailleurs. Le PCML a pris pleinement sa part dans la réalisation de cet échec de Giscard d'Estaing, en combattant sa politique dans les luttes quotidiennes et en appelant à le battre en votant Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle.

La défaite de Giscard d'Estaing marque un temps d'arrêt dans l'offensive anti-ouvrière. Elle peut créer également la possibilité d'un point de départ vers des changements réels et durables au profit des travailleurs.

Dans l'immédiat, de premières mesures peuvent et doivent être prises par François Mitterrand afin d'améliorer la situation des travailleurs les plus gravement atteints par la politique de ces dernières années. Les organisations syndicales ont fixé le montant du SMIC à 3400 francs. Cette revendication doit être satisfaite dès le 1^{er} juin. Il est également urgent d'augmenter de façon importante les ressources d'un grand nombre de chômeurs et de familles. Il s'agit là de mesures d'urgence.

Dans le même temps, les portes des bastilles de Giscard doivent s'ouvrir devant les emprisonnés politiques. Ils sont plusieurs dizaines à être emprisonnés, victimes de la politique giscardienne. Leur libération doit avoir lieu sans délai. L'amnistie devra suivre.

C'est également immédiatement que doit cesser toute mesure d'expulsion à l'égard des travailleurs immigrés et être régularisée la situation des travailleurs immigrés sans papier. De telles mesures peuvent et doivent intervenir dans les prochains jours.

Dans des délais rapprochés doivent également être satisfaites les grandes revendications des travailleurs. Telles que les 35 heures sans diminution de salaire et avec les embauches correspondantes, l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, l'embauche des travailleurs hors statut. Dans le domaine de la défense des libertés, la loi Peyrefitte doit être également rapidement abrogée.

Dans des délais rapprochés doit également être mise en œuvre une politique internationale qui s'oppose à la fois aux agressions de l'URSS et à celles des USA, qui aille dans le sens de l'alliance avec les pays du Tiers Monde. Le PCML considère que la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, qui a pour base la reconnaissance de son représentant unique l'OLP, est une condition indispensable pour la paix au Moyen-Orient et l'amitié avec les peuples arabes.

Pour que des changements réels et durables puissent avoir lieu, il faut que la défaite de Giscard d'Estaing soit confirmée et approfondie par la défaite de la droite lors des élections législatives qui auront lieu prochainement. Le PCML sera présent dans cette bataille électorale pour faire échec à la droite et agir en faveur de changements réels et durables au profit des travailleurs. Il est prêt à participer aux contacts et rencontres qui auront lieu dans les semaines à venir entre les partis ayant appelé à battre Giscard afin de discuter de mesures allant dans le sens de la défense des intérêts des travailleurs, de l'emploi, des libertés et de la paix. Ces élections législatives devront avoir lieu dans des conditions permettant l'expression des différents courants politiques d'importance nationale. En particulier, le remboursement intégral des frais électoraux devrait être assuré afin de limiter les considérables inégalités devant l'argent qui sont un des plus gros obstacles à l'exercice démocratique

du suffrage universel. Tout devrait également être fait pour que ces élections puissent avoir lieu à la représentation proportionnelle intégrale. Enfin, l'accès des différents partis aux grands moyens d'information audiovisuelle devrait être assuré. Il s'agirait là de mesures conformes à la démocratie.

Dès maintenant, le PCML considère que le plus sûr garant de la satisfaction des revendications des travailleurs, de changements réels et importants, est l'action de masse des travailleurs en particulier dans les entreprises. Giscard est battu mais la bourgeoisie monopoliste est toujours là avec ses atouts : l'organisation patronale de combat qu'est le CNPF; les partis de droite qui ne vont pas manquer de multiplier les manœuvres; les rouages de l'appareil d'Etat et en particulier ceux de la répression antipopulaire. Ce serait se bercer d'illusions que de croire qu'ils vont rester inactifs; ils vont tout faire pour continuer à combattre les travailleurs. Après l'échec de Giscard, il est possible que le patronat, par des négociations interminables, cherche à gagner du temps pour s'adapter à la nouvelle situation et pouvoir mieux continuer à combattre les travailleurs. Des hommes tels que Jacques Delors, Claude Cheysson, Pierre Dreyfus, qui, aujourd'hui, sont parmi les plus proches conseillers de Mitterrand, ont occupé ces dernières années d'importantes fonctions dans la mise en œuvre de la politique capitaliste. On ne peut attendre d'eux une politique allant dans le sens des intérêts des travailleurs. Non, le patronat ne cédera pas sans l'action! Il ne va pas être converti aux vertus du dialogue et de la négociation permanente. Les grandes réformes profitables aux travailleurs n'ont jamais été obtenues sans lutte.

Le Secrétariat politique du PCML
le 12 mai 1981.

«PATIENCE, EFFORTS, CONTRAINTES...» QUIEN PROFITERA ?

Pierre Mendès-France a une grande qualité : la franchise. Il parle vrai comme dit l'autre. Dans une interview accordée au journal *Le Matin*, le 7 mai dernier, il a développé sa conception de ce que devrait être l'action du gouvernement après l'élection de François Mitterrand.

Ou l'on reparle de consensus

« On peut demander aux Français, déclare Mendès-France, de supporter des contraintes et des patiences raisonnables, s'ils savent que c'est pour mieux atteindre les buts de la collectivité, ceux qu'elle a voulu et choisis. Un gouvernement de gauche peut demander pour cela la confiance populaire... Même si M. Barre arrive avec telle proposition justifiée en elle-même, il rencontre aussitôt comme une objection de conscience. On est persuadés que ce qu'il demande ce jour-là n'est qu'une partie d'une politique générale favorable à un type de société d'inégalités et d'égoïsmes. Cela on ne l'accepte pas. C'est

et à la patience des travailleurs car ils penseront que ces efforts et cette patience auront pour but de servir la collectivité et non plus quelques intérêts particuliers.

Comme fondement de cette orientation de l'économie au service de la collectivité, il y a le Plan. « Ce que le pays attend, déclare-t-il, c'est que les grandes décisions cessent d'être prises en fonction de la seule volonté d'un petit groupe d'affaires privées. Elles doivent l'être sur la base de l'intérêt du grand nombre, de l'intérêt de la collectivité... Cela conduit à des disciplines, au respect de priorités, à des urgences essentielles. Un Plan, un vrai Plan. Les mesures les plus importantes devront être arrêtées après concertation avec ceux qui sont plus directement intéressés. Et cela garantira que le Plan et ses buts seront compris, approuvés, soutenus par le pays, comme les précautions prises, les étapes successives vers les objectifs fixés. » Bien des choses que dit ici Pierre Mendès-France seraient exactes si l'économie nationale était effectivement mise au service de la satisfaction des besoins des travailleurs. Ce qui n'est pas le cas.

tion de leurs besoins et de ceux du peuple. Il n'y a pas de planification possible qui soit au service des travailleurs et du peuple, si les travailleurs et le peuple ne détiennent pas le pouvoir de définir les besoins à satisfaire, d'élaborer le Plan, (qui donc d'autre, peut définir les besoins du peuple et la façon d'y répondre, que le peuple lui-même?) et de le réaliser. Il est bien évident que ce pouvoir des travailleurs ne saurait se circonscrire à l'intérieur des entreprises (qui en sont un lieu essentiel), mais doit s'étendre à l'Etat. La définition des besoins collectifs, l'élaboration du Plan au service de la satisfaction des besoins passent par les structures de l'Etat, un processus combinant la centralisation et la décentralisation; il faut que cet Etat soit lui-même au service du peuple et donc qu'à ses différents niveaux il soit l'émanation des travailleurs et demeure soumis à leur contrôle. Par ailleurs, il faut que les travailleurs puissent s'appuyer sur cet Etat pour défendre leurs intérêts face à ceux qui voudraient rétablir un système d'exploitation et renverser leur pouvoir.

faut tendre.

Or, nous sommes aujourd'hui très loin de cela et les propositions du programme présidentiel de François Mitterrand ne transforment pas de manière décisive la situation.

L'impact réel des nationalisations

L'essentiel des moyens de production demeure et demeurera avec François Mitterrand entre les mains du capital privé.

Mais, nous dira-t-on, « il existe déjà un important secteur nationalisé et il est prévu de l'étendre encore ». C'est exact mais cela ne changera rien au fait que le capital privé qui, par excellence, est guidé par la recherche du profit, demeurera dominant, et de loin. Jacques Delors, conseiller de François Mitterrand pour les questions économiques, précisait dernièrement: « Les nationalisations industrielles qui figurent dans le programme de François Mitterrand, leur réalisation feront passer de 11 à 16% le poids du secteur public dans la valeur ajoutée globale de l'économie française... Les investissements du secteur public industriel représentent actuellement environ 30% de l'investissement productif en France; les nationalisations prévues feraient passer ce pourcentage à 35% » (*Le Matin* du 9 mai).

Les rapports de production inchangés

Dans les entreprises nationalisées, ce ne sont pas les travailleurs qui ont le pouvoir, mais des technocrates bourgeois. Les travailleurs y sont, comme dans le privé, dans une situation dominée et exploités. Les rapports de production sont d'exploiteurs à exploités. Ces entreprises nationalisées fonctionnent selon la recherche du profit et non pour la satisfaction des besoins du peuple. On peut tout à fait concevoir des nationalisations jouant un rôle dominant dans l'économie et fonctionnant selon la recherche du profit et non la satisfaction des besoins du peuple. La question clé est en effet celle du pouvoir des travailleurs. L'exemple de l'URSS est là pour montrer qu'en l'absence de propriété juridiquement privée, une bourgeoisie bureaucratique peut faire néanmoins fonctionner l'économie à son ser-



Cheysson, Dreyfus, Delors : que connaissent des besoins du peuple les technocrates formés par et pour la classe dominante ?



pourquoi il ne pourra pas réussir, il n'aura pas l'appui des catégories les plus nombreuses et les moins favorisées du pays... Le président sortant ne peut prétendre à ce consensus dont il parle et sans lequel aucun effort n'est efficace... Seul un gouvernement de gauche peut inspirer l'espoir, la volonté de combattre tous ensemble... La politique que représente François Mitterrand veut assurer plus d'égalité et plus de solidarité. Elle répond à l'aspiration à un autre type de société. Voilà pourquoi il peut demander l'appui, l'effort et même la patience aux Français.»

Le raisonnement de Pierre Mendès-France est le suivant: François Mitterrand pourra faire appel à l'effort

Les travailleurs privés du pouvoir

Une telle économie supposerait, en effet, que les principaux moyens de production et d'échange, qui jouent le rôle moteur dans le développement économique, soient socialisés; que les capitalistes qui en étaient détenteurs soient expropriés. Dans le même temps, cela nécessite que les travailleurs détiennent la réalité du pouvoir économique et politique. C'est-à-dire qu'ils aient effectivement les moyens de décider de l'orientation de l'économie pour que celle-ci soit au service de la satisfac-

Dans une telle situation où la satisfaction des besoins du peuple est le moteur de l'économie, les efforts, les «retrouvez vos manches», sont mis au service des travailleurs, de la population laborieuse. Les travailleurs travaillent pour eux-mêmes. Il est absolument certain que tous les besoins ne peuvent être satisfaits en même temps, voire même que, dans certaines circonstances particulièrement graves, des mesures d'austérité soient nécessaires. Ce serait rêver que penser autrement. Mais tout cela a lieu, alors, en prenant en compte les intérêts du peuple et non ceux d'exploiteurs. Bien sûr, tout cela est sans doute décrit de manière un peu rapide. Mais c'est vers cela qu'il

vice, en exploitant les travailleurs.

Il n'y a pas dans le programme présidentiel de François Mitterrand, de mesure donnant le pouvoir aux travailleurs dans les entreprises nationalisées. M. Pierre Dreyfus, ancien PDG de Renault et actuel conseiller de François Mitterrand peut difficilement être considéré comme un représentant des travailleurs.

Pour que l'économie ne soit plus dirigée par la recherche du profit, il est nécessaire de combiner, de manière indissociable, l'expropriation des grands moyens de production et le pouvoir des travailleurs, notamment sur le lieu de travail.

La loi du profit toujours souveraine

L'Etat, ses différents appareils, les hommes qui y détiennent les postes de décision sont parfaitement étrangers aux travailleurs, sont formés par et pour la classe dominante

pour assurer la poursuite de sa domination. Que connaissent, par exemple, les technocrates bourgeois de l'appareil économique de l'Etat au sujet des besoins du peuple? François Mitterrand ne remet pas en cause cela.

L'économie, avec François Mitterrand comme actuellement, restera conduite par la recherche du profit et non par la satisfaction des besoins du peuple. Elle ne sera pas, ne peut pas être, au service de la collectivité comme le dit Pierre Mendès-France. Les conditions n'y sont pas.

Dès lors, les appels à la patience, aux efforts, aux contraintes imposées aux travailleurs apparaissent comme un marché de dupes. Car, au bout du compte, ce sont les capitalistes qui en tireront le profit, non pas les travailleurs. Encore une fois, pour qu'il en aille autrement, il faudrait que les travailleurs détiennent le pouvoir, effectivement.

Les travailleurs, aujourd'hui comme hier, devront refuser les appels à l'austérité, les combattre et agir en faveur de leurs revendications. Si austérité il doit y avoir, c'est aux capitalistes d'en faire les frais!

IL FAUT OUVRIR LES PORTES DES BASTILLES DE GISCARD

Au cours du septennat de Giscard d'Estaing, le nombre des emprisonnés politiques n'a cessé de croître. Le fonctionnement de la Cour de sûreté de l'Etat, agissant aux ordres du pouvoir, est devenu de plus en plus systématique. Nous n'avons cessé de dénoncer ces arrestations, ces procès, ces condamnations, ces emprisonnements. Avec l'élection de Mitterrand, le moment est venu de libérer ces hommes et ces femmes, ces victimes de Giscard. Combien sont-ils actuellement dans les différentes prisons françaises? Plus d'une centaine sans aucun doute. Dans les dernières semaines de sa présidence, Giscard d'Estaing a continué sur sa lancée en faisant emprisonner des Basques. Les uns et les autres, Corses, Bretons, Basques se sont dressés, à leur manière, contre une politique d'exode rural, de chômage, de négation des aspirations culturelles spécifiques, du droit à vouloir décider de ses affaires.

Ils sont aussi Guadeloupéens, Tahitiens, Guyanais; ceux-là ont poursuivi le combat séculaire de leurs peuples contre la domination coloniale française. Leur action se situe dans le prolongement des grandes luttes pour la décolonisation.

Tous ces hommes et femmes doivent être libérés sans délai. Cette simple exigence de justice doit pouvoir se réaliser dans les premiers jours suivant l'entrée en fonction de Mitterrand, sans exclusive. Leur libération serait un des signes traduisant une volonté de rompre réellement avec la politique giscardienne. Elle précéderait la proclamation d'une amnistie puis la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat, cet instrument au service de l'arbitraire.

• POUR AGIR DANS LA SITUATION POLITIQUE NOUVELLE
• POUR PARTICIPER EFFICACEMENT A LA BATAILLE DES LEGISLATIVES
• POUR APPORTER UNE CONTRIBUTION UTILE A LA LUTTE
• POUR IMPOSER DES CHANGEMENTS FAVORABLES AUX TRAVAILLEURS

IL FAUT MAINTENIR LA PARUTION HEBDOMADAIRE DE L'HUMANITE ROUGE

Pour faire face à l'accroissement des charges,
aux exigences des créanciers,
pour soutenir l'extension de la diffusion en kiosques

**Nous avons besoin de vous
Nous avons besoin
de votre aide financière**

Souscrivez!

- Au cours de leur dernière session les membres du Comité central du PCML ont versé 3 206 francs pour la souscription
- Pour le mois de mai, les militants qui travaillent à la réalisation de l'Humanité rouge ont versé 520 f pour la souscription

THATCHER ASSASSIN!



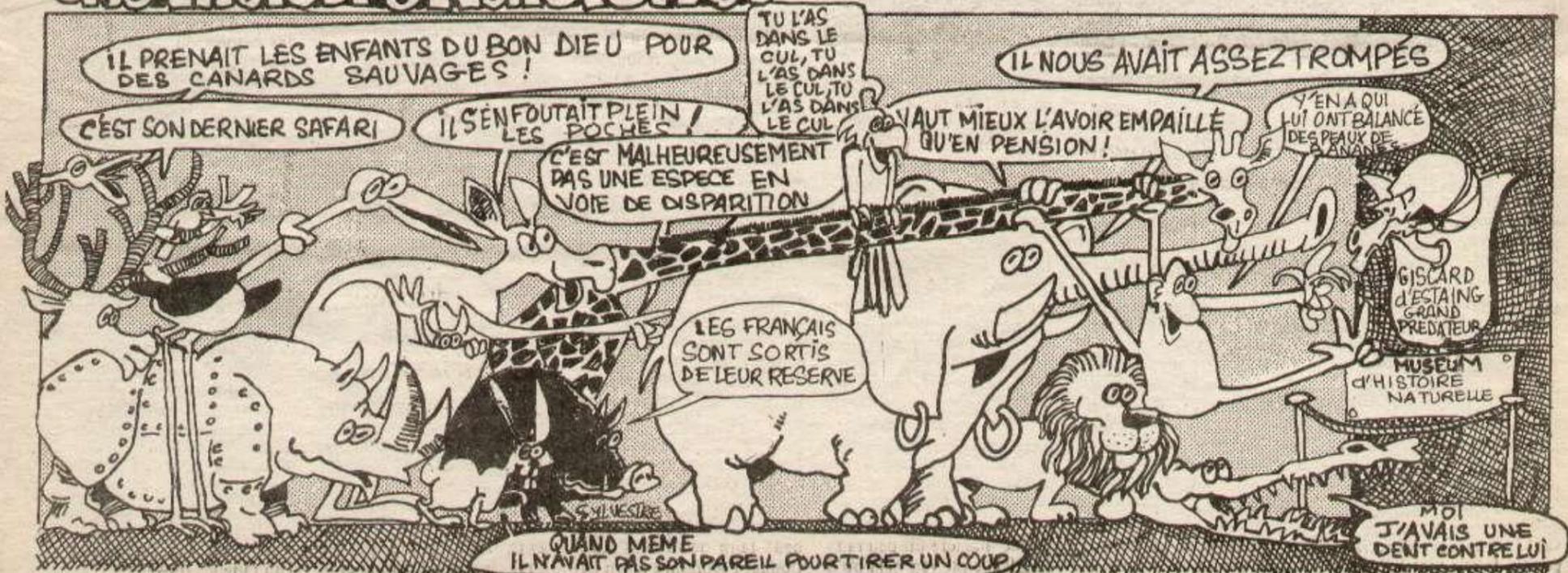
Une semaine après Bobby Sands.

Décès de Francis Hugues en prison.

Un jeune irlandais assassiné par les forces d'occupation anglaises.

Mardi 12 mai à 17h43, Francis Hugues est mort, une semaine après Bobby Sands, dans la même prison. Il en était à son 59^e jour de grève de la faim. Ils demandaient à être traités comme des combattants et non comme des droits communs. Thatcher n'en poursuit pas moins sa répression contre le peuple d'Irlande du Nord, de nouvelles troupes d'élite sont arrivées en renfort aux troupes d'occupation de plus en plus arrogantes. Dans la nuit de mardi à mercredi, un jeune irlandais était assassiné par les troupes britanniques. Trois autres grévistes de la faim, Raym McCleesh, Patsy O'Hara, ils en sont à leur 52^e jour. N'y voyant pratiquement plus, ils vomissent le peu d'eau qu'ils peuvent encore avaler. Joe McDonnell quant à lui débute sa grève de la faim. Thatcher les laissera-t-elle mourir eux aussi...?

Une Histoire Naturelle!





MONTPELLIER PEUGEOT-RENAULT 200 EN GREVE CONTRE 2 LICENCIEMENTS

Renault : une dactylo qui est licenciée lors d'un congé maladie, après 18 ans d'ancienneté, un licenciement signifié au mépris de la convention collective. C'est inadmissible, cela signifierait qu'on n'a plus le droit d'être malade, c'est bien ainsi que tous les ouvriers (120 environ) de la succursale de Montpellier l'ont saisi. Aussi depuis le 7 mai, ouvriers et maîtrise sont en grève illimitée pour exiger la réintégration de la licenciée. Cette grève suivie par 98%, dirigée par la section CGT, veut mettre un point final aux pratiques antisociales de la direction, celle-ci n'étant pas à son coup d'essai en matière de licenciement de cet ordre (dans le passé, il y en avait déjà eu quatre ou cinq cas).

Le rapport de forces, déjà conséquent peut encore augmenter. Si le service commercial rejoint les grévistes, l'entreprise sera complètement paralysée. Par ailleurs, les autres succursales, notamment de la zone sud, soutiennent le mouvement et ont envoyé des messages. Une grève bien partie pour gagner.

Peugeot : à 200 mètres de là, une autre lutte, toute aussi décidée, des ouvriers de l'entreprise Peugeot, entreprise privée, comptant plus d'une centaine de travailleurs, se battent eux aussi pour la réintégration de l'un de leurs camarades. Après 13 ans d'ancienneté, on veut le mettre à la porte. Motif : injures, celles-ci n'étant basées que sur des

faux témoignages.

Le délégué syndical CGT explique que l'on ne peut accepter cela, et que cette grève est une « grève de principe ». Les grévistes représentaient 95% des travailleurs et lundi les vendeurs de voitures neuves devaient eux aussi se mettre en grève.

Deux luttes qui se mènent sur le même objectif (annulation d'un licenciement). Toutes les deux, bien suivies et décidées... Sans doute que certaines actions menées ensemble pourraient encore les renforcer.

Correspondante
Montpellier

NB : les travailleurs de Comelect (voir hebdo précédent) ont repris le travail le 11 mai ayant eu en partie satisfaction.

ORLEANS GREVE DE LA FAIM CONTRE LES EXPULSIONS

Depuis dimanche 3 mai, plusieurs personnes ont entrepris successivement une grève de la faim pour exiger le retour de M. Berradoune, expulsé le 3 avril 1981, et pour sensibiliser l'opinion sur les 56 mesures d'expulsion décidées en un mois dans le département du Loiret.

M. Berradoune s'est vu expulsé au terme d'une peine de prison de 3 ans.

C'est le préfet Jean Rochet qui, s'appuyant sur la loi Bonnet, a proposé au ministre de l'Intérieur la mesure d'expulsion. Cette loi autorise les expulsions les plus arbitraires notamment dans les cas où une condamnation aurait été

prononcée à l'encontre des ressortissants étrangers.

Cela montre combien la loi Bonnet couvre les décisions arbitraires, d'autant qu'aujourd'hui, le dossier pénal de M. Berradoune vient d'être à nouveau ouvert, suite à un mémoire en réplique établi par Maître Plisson, le 29 avril 1981, pour le Tribunal administratif d'Orléans. En voici les conclusions :

« La loi pénale et en particulier les déclarations de la victime et des témoins ne permettent en aucune façon d'établir la culpabilité de M. Berradoune, dont les déclarations contradictoires peuvent s'expliquer par les pressions dont il affirme

avoir été l'objet, et qui, en toute hypothèse, ne sont pas des preuves de culpabilité. »

Pour le Comité de solidarité immigrés, « Le cas Berradoune est significatif de la situation précaire des immigrés en France, victimes des préjugés et du racisme. »

Le Tribunal administratif d'Orléans doit rendre sa décision avant la fin du mois de mai à la suite du recours contre l'arrêté ministériel.

Voilà qui justifie une fois de plus, la nécessité d'abroger l'arsenal de lois, (dont les lois Bonnet-Stoléru), qui permettent toute décision arbitraire à l'encontre des travailleurs immigrés.

AUTOMOBILE MENACES PERSISTANTES SUR L'EMPLOI

TABLEAU 1

IMMATRICULATIONS VP 12 MOIS 80 PAR MARQUES

Marques	Immat 1979	Part marché 1979	Immat 1980	Part marché 1980	Evolution 79/80
Citroën	325399	16,46%	271107	14,47%	-16,7%
Peugeot	358698	18,15%	293621	15,67%	-18,1%
Talbot	165967	08,40%	120789	6,45%	-27,2%
PSA	850064	43,00%	685517	36,60%	-19,4%
Renault	691544	35,00%	758958	40,52%	+09,7%

Les récentes décisions des grands groupes automobiles français, les chiffres d'immatriculation pour l'année 80 et enfin la concurrence acharnée qui règne sur le marché de l'automobile sont autant de facteurs qui montrent l'ampleur croissante des difficultés que rencontrent les principaux groupes français.

Ainsi la direction de Chausson (fabrique d'équipements) vient d'annoncer un plan qui supprime 451 emplois et envisage 265 mutations. Cela correspond au renvoi de 189 intérimaires et à 262 mises en préretraite.

Chez PSA, la situation continue de s'aggraver. Le chômage partiel est devenu systématique : 24 jours depuis le début de l'année à Peugeot Sochaux, deux semaines par mois chez Talbot à Poissy... Parayre poursuit l'objectif de réduction des effectifs du groupe de 46 000 entre 1979 et 1981. Fin 80, 15 000 emplois étaient supprimés ramenant les effectifs à 225 000. A Poissy, la rumeur d'un dépôt de bilan circule, sans oublier l'arrêt de toute activité du 1^{er} au 15 août.

à ce que Talbot dépose son bilan... il n'y a qu'un pas. Un pas qui pourrait être fait avec le « soutien » de Mitsubishi qui échangerait un soutien financier à Peugeot par l'intermédiaire de Chrysler USA qui détient 15% du capital Peugeot contre Talbot. Talbot deviendrait ainsi une tête-de-pont en France du groupe automobile japonais, ce qui serait un moyen de « tourner » la limitation des importations. A cela rien d'étonnant. La concurrence fait rage.

Pour preuve la déclaration du premier ministre japonais qui après avoir conclu un accord avec les USA limitant les importations d'automobiles affirme « que les Européens ne devraient pas espérer avoir le même traitement de faveur que les Américains. »

Pour faire face à cette situation la fédération CGT de la Métallurgie appelle les travailleurs de l'automobile à l'action au cours de la période qui va du 11 au 22 mai. Cette action vise à obtenir « des négociations tripartites gouvernement-patronat-syndicats sur la réduction du temps de travail, sans perte de salaire ».

Nous souscrivons à cette volonté d'action, d'autant que la défaite de Giscard veint modifier favorablement les conditions du développement de l'action revendicative. Nous soulignons quand même que les 35 heures sans perte de salaire concernent tous les travailleurs et mériterait une mobilisation plus large que celle envisagée pour les travailleurs de l'automobile.

De plus, les travailleurs devront être vigilants afin de ne pas tomber dans le sordide marchandage que prépare le patronat notamment de l'automobile : accepter 35 heures contre le dégraissage important des effectifs et l'intensification du travail. C'est là une possibilité pour le patronat rendue crédible par l'automatisation de la production et, disons le, la complaisance de certains dirigeants syndicalistes. Plus que jamais, le refus du consensus, et de la collaboration de classe doit prévaloir dans l'action syndicale pour la défense des intérêts des travailleurs.

Charles MALLOIRE

TABLEAU 2

IMMATRICULATION EN JANVIER

	1981	1980	Variation en %	Evolution en %
Citroën	18 753	25 209	-25,6	13,7
Peugeot	18 799	25 247	-25,5	13,7
Talbot	7 064	7 783	-09,2	5,2
Renault	54 410	65 676	-17,2	39,7
France	99 026	123 915	-20,1	72,2
Etranger	38 039	31 593	-20,4	27,8
Général	137 065	155 508	-11,9	100,0

LA CGT RENCONTRE LE SYNDICAT SOLIDARITE

Les responsables des secteurs internationaux du syndicat polonais Solidarité, M. W. Korczynski, et de la CGT, G. Julis, se sont récemment rencontrés à Gdansk.

Selon la Vie Ouvrière, hebdomadaire de la CGT, cet entretien a permis « l'échange de point de vue sur des sujets d'intérêts communs et sur le développement de la

coopération syndicale entre les deux organisations. »

Au nom de la CGT, G. Julis a souhaité « que la délégation de Solidarité puisse, dans les meilleures conditions et dès que cela sera possible, visiter la France pour y rencontrer le mouvement syndical, ainsi que les travailleurs dans les entreprises et les localités. »

Selon Le Journal de l'Automobile en atteignant un taux de pénétration de 5,2%, Talbot est au seuil de rentabilité au-dessous duquel une firme ne peut pas s'implanter à l'étranger. De là

PEUGEOT MIS EN ECHEC

Peugeot est-il responsable de la mort de Philippe Marchau, militant CGT de Sochaux, qui s'est suicidé le 8 février 1980? Ce n'est pas tout-à-fait ce qu'a conclu la première Chambre du tribunal civil de Paris, le mercredi 6 mai. Pourtant elle a débouté la plainte en diffamation que la direction de Peugeot avait porté contre la CGT et son secrétaire général Georges Ségué qui avait « osé » déclarer sur France-Inter que Philippe Marchau s'était suicidé à cause des persécutions qu'il avait subies dans l'usine du fait de son mandat syndical. Dans le dossier fourni au tribunal tant par la direction de Peugeot que par la CGT (cf HR N° 1245), figuraient plus de 70 des sanctions infligées à Philippe en trois ans, les trois ans de sa fonction de délégué CGT... manifestations concrètes des multiples brimades qu'il subissait en permanence depuis qu'il avait décidé de s'opposer au diktat de Peugeot.

En jugeant irrecevable la plainte de Peugeot contre Ségué, le tribunal a prouvé, pour le moins que Peugeot s'était engagé dans un procès qui se retournerait contre lui; et qui mettrait en lumière ce que le patronat veut pudiquement garder dans l'ombre: que le « dialogue permanent » à la japonaise qu'il veut instaurer dans l'entreprise (Peugeot en a été l'un des bancs d'essai) ne peut se mettre en place que contre les organisations syndicales et contre la volonté de lutte des travailleurs. Ce procès était donc particulièrement mal venu en ce moment...

Après le jugement, la CGT devait déclarer: « Cette nouvelle provocation de Peugeot se retourne contre elle. Les arguments de la CGT exposés au procès ont finalement prévalu. Ce procès n'a pas été celui de la CGT, mais celui des méthodes inhumaines de répression mises en œuvre par le patronat pour briser les hommes et les femmes qui luttent pour leur dignité et leurs revendications. Ce procès a aussi mis en évidence devant l'opinion publique, à travers le martyr de Philippe Marchau l'acharnement de classe du patronat à broyer les militants de la CGT. Ce verdict d'une grande portée doit donner confiance dans la force et la capacité des travailleurs à se faire respecter. Le grand patronat a été mis en échec. C'est la victoire de tous, de la CGT dans son activité sur le terrain des luttes et plus particulièrement des libertés. Les travailleurs trouveront dans ce nouveau succès une raison supplémentaire de renforcer la CGT. »

TELEPHONEZ

NOUS AU

205 51 10

Procès contre la CGT et la CFDT

Alsthom-CGE voudrait régler son compte au droit de grève

Le 26 mai 1981, à Bobigny, nouveau procès antisynical. C'est celui de la direction de l'Alsthom contre les syndicats de la métallurgie CGT et CFDT de Seine-Saint-Denis. L'Alsthom réclame 600 millions d'indemnisation suite à la grève du 10 octobre 79 au 26 novembre, dans les trois établissements de Saint-Ouen: Unelec, Signaux, CGEE Alsthom. L'enjeu de ce procès, comme celui de tous ceux qui sont en cours depuis quelques deux ans, c'est bien sûr le droit de grève.

Mais dans ce cas précis, il s'agit aussi de frapper des organisations syndicales qui ont été capables de mener, en même temps, une lutte de près de 2 mois dans presque tout le groupe Alsthom. Et de casser l'image de marque d'une grève qui avait fait reculer un des plus forts trusts de notre pays. Ceci, en ce sinistre automne 79, après la défaite des sidérurgistes...

Le syndicat métaux CFDT du 93 nord, vient de sortir une brochure qui appelle à une importante mobilisation contre ce procès. Il rappelle les principales étapes du conflit. Avec lui, revoyons les faits.

Qu'y a-t-il dans ce procès de l'Alsthom contre les syndicats de la métallurgie CGT et CFDT de Seine-St-Denis? Les objectifs en sont clairement exprimés dans le texte de l'assignation: le droit de grève lui-même, droit démocratique intouchable, inscrit dans la Constitution, n'est certes pas directement mis en cause. Non. Mais ce sont les moyens que se donnent les travailleurs pour que la grève soit efficace qui sont visés. La direction de l'Alsthom accuse la CGT et la CFDT de l'usine de St-Ouen d'avoir: « été les instigateurs, les organisateurs, et les inspirateurs de l'occupation illicite de la société pendant la grève ».

ATTAQUER LE DROIT DE GREVE

En fait, c'est l'assemblée générale de la chaudronnerie, le 10 octobre 79, qui a décidé l'occupation pour répondre à l'appel de la CGT et de la CFDT diffusé par tract la veille: « L'heure est à l'action ». Par cette décision, ils tiraient les leçons de la grève de 77. Cette grève, marquée par des débrayages et des mouvements tournants, s'était terminée par un échec. Déjà en mai 79, la CFDT indiquait dans son journal: « Les grèves tournantes, les débrayages limités, si on s'en tient là, ne suffisent pas. Pour être efficace, c'est le blocage total de la production qu'il faut viser de manière active. L'action isolée, boîte par boîte

ne suffit pas ». Ce 10 octobre 79, depuis 2 semaines, l'usine Alsthom de Belfort était elle-même occupée: grève du centenaire, pour des revendications sensiblement analogues à celles des travailleurs de St-Ouen. Et l'occupation, à l'Alsthom, c'est le seul véritable moyen de bloquer la production et de faire réellement pression sur le patron.

Tel qu'il est explicité dans l'assignation, l'autre motif du procès invoque de prétendus sabotages. Les syndicats « (...) ont cautionné et préconisé de façon active et effective des opérations de sabotages, déprédation, démantèlement de l'outil de travail... Outre les quelques disparitions de matériel inévitables et de faible ampleur qui ont eu lieu pendant la grève (et qui ont lieu de même quand « la direction occupe l'usine » comme le dit justement la CFDT), ce que la direction voudrait surtout sanctionner, c'est l'opération « pièces détachées ». Souvenons-nous: devant les menaces de plus en plus pressantes d'intervention des CRS pour chasser les occupants, les grévistes ont décidé de démonter et garder comme trésor de guerre, quelques pièces-clés sur certaines machines et ponts roulants. L'objectif: « rendre impossible le redémarrage immédiat de l'usine sous la protection des forces dites de l'ordre » (extrait du communiqué qui a annoncé



l'opération à la presse). L'opération menée de main de maître, a parfaitement réussi, sans aucun dommage, puisque les pièces ont été rendues le jour de la reprise du travail, le 26 novembre. Mais la direction n'a pu redémarrer la production que lorsque les travailleurs l'ont décidé. C'est bien cela, aujourd'hui qu'elle ne peut admettre et qu'elle fait passer pour du sabotage.

Il n'y a là, en fait, rien de plus que ce que les travailleurs imposent de droit, quand ils entrent en lutte. La direction le cache mal, dans la longue liste des frais dont elle demande le remboursement: les postes les plus lourds sont: « salaire au personnel empêché de travailler » (!!! les non-grévistes), « perte de production suite au sabotage » (le retard dans le redémarrage), et surtout « pénalité de retard suite à impossibilité de livrer certains clients dans les délais prévus... » Autrement dit, toute grève entraînant perte de production, — c'est son but — le mauvais procès de l'Alsthom attaque bel et bien le droit de grève! Comme disent les militants CFDT, qui est responsable de la perte de la production, sinon la direction elle-même, qui a refusé d'accorder dès le début les revendications?

Car, après 6 semaines, la direction de l'Alsthom a cédé sur les revendications. En grande partie du moins: 136

mois, ponts payés. Et si elle n'a pas donné davantage (augmentation de 300 frs), ce n'est pas parce qu'elle ne pouvait pas le faire. Les résultats de l'Alsthom-Atlantique pour 79 ont été ainsi présentés par Ambroise Roux: « L'année 79 s'est finalement révélée meilleure que nous l'avions envisagée. (...) Mieux encore, la part du Groupe s'accroît de 20% passant de 264 à 317 millions ».

Ce n'est donc pas la perte de bénéfices du fait de la grève, qui justifie dans le fond, la demande d'indemnisation. En réalité, même si la demande patronale est exorbitante au niveau du montant (600 millions), son but est non pas d'abord financier. Il est de prendre sa revanche sur un mouvement exemplaire, et d'empêcher qu'une telle situation puisse se reproduire en faisant réguer la peur de la répression.

UNE GREVE EXEMPLAIRE

Car la grève des Alsthom a bien été un exemple dans la classe ouvrière: les principaux établissements du groupe, St-Ouen, mais aussi Belfort, Tamaris, Marseille, St-Florent et Villeurbanne sont entrés en lutte au même moment, et le puissant trust a été, de ce fait, obligé de reculer.

Nous avons déjà vu les méthodes de lutte déterminées de St-Ouen. A Belfort aussi, l'occupation a été totale et toute la population était derrière l'usine. Que dire aussi de la détermination des travailleurs de Tamaris, qui, dernier établissement en grève, ont tenu seuls, quinze jours après les autres, avec 90% de grévistes, pour obtenir l'alignement de leurs acquis sur le reste du groupe.

Sans parler de l'importance de l'unité syndicale qui a caractérisé la direction de la lutte dans tous les établissements où il y a plusieurs organisations syndicales. Intersyndicale CGT, CFDT, FO, CGC à Belfort. A St-Ouen, un comité de grève a été mis en place. La CFDT de St-Ouen tire ce

bilan: « l'unité des grévistes et l'unité syndicale qui se sont maintenues tout au long du mouvement et en particulier à la reprise, ont permis, de faire échec à une tentative de licenciement d'une travailleuse des grands bureaux ».

Pour cette unité, qui n'a pas été étrangère au succès de la grève, la lutte des Alsthom a été exemplaire. Il faut se rappeler que tout déjà n'était plus rose entre CGT et CFDT, en particulier dans la longue lutte des sidérurgistes, la grande manifestation du 23 mars 79 était appelée par la CGT seule, et la signature par la CFDT de la convention sociale de la sidérurgie, avait bien compromis les rapports unitaires des deux confédérations, au détriment des travailleurs de la sidérurgie qui se sont vus jetés massivement sur le pavé.

Enfin, et ce n'est peut-être pas le moins important, la grève des Alsthom marquait un tournant dans la période: c'était la première grande grève depuis deux ans qui ne se situait pas dans le contexte de la défense de l'emploi, mais pour des revendications de salaire et d'amélioration des conditions de travail.

Dans la période défensive de la classe ouvrière ouverte depuis 78, c'était la première fois que la classe ouvrière prenait l'initiative pour faire avancer des revendications. Son succès, relatif mais réel a redonné une certaine confiance aux travailleurs. Des luttes, difficiles, certes, s'ouvraient sur d'autres fronts que celui de la défense de l'emploi.

Voilà qui est bien suffisant, déjà, pour justifier le procès-règlement-de-compte actuel de l'Alsthom. Le patronat pardonne rarement les défaites que lui impose la classe ouvrière.

Alors, le 26 mai, c'est le procès de l'Alsthom que doivent faire les travailleurs. C'est l'appel que lance la CFDT métaux 93 nord. C'est par lui que nous concluons pour aujourd'hui.

Claire MASSON

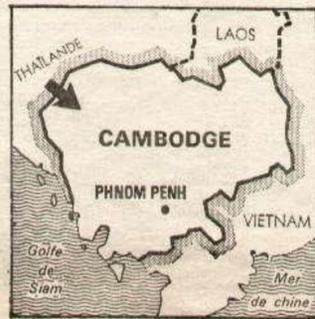


Durant la première quinzaine d'avril, le docteur Robert Andréi a effectué une mission humanitaire au Cambodge, dans les zones sous contrôle du Kampuchea démocratique, en lutte contre l'occupation vietnamienne du pays.

Représentant les associations « Médecins pour le Cambodge » et « Mouvement solidarité Cambodge », il apportait 500 kg de médicaments collectés en France par ces deux associations, ainsi que par des réfugiés cambodgiens et des médecins. Il avait aussi pour objectif de mettre sur pied l'envoi d'une équipe médicale.

Nous l'avons rencontré à son retour du Cambodge et nous espérons que tous nos amis lecteurs répondront, dans la mesure de leurs moyens et de leurs compétences, à l'appel qu'il lance en conclusion de cette interview, pour aider le peuple cambodgien.

Claude LIRIA



Déclaration de « Médecins pour le Cambodge »

L'Association « Médecins pour le Cambodge » qui a pour but de venir en aide sur le plan humanitaire aux populations civiles cambodgiennes a été invitée au Cambodge durant la première quinzaine d'avril.

Son représentant, le Dr Andréi, a passé une semaine dans les zones de la résistance cambodgienne sous contrôle du gouvernement du Kampuchea démocratique.

Il convoyait 500 kg de médicaments et de matériel médical destinés aux populations civiles, principalement des femmes et des enfants qui vivent en pleine forêt, dans une zone paludéenne, dans la région de Sisophon-Battambang-Phnom Malai.

Le Dr Andréi a pendant son séjour pu parcourir près de 150 km à pieds ou à dos d'éléphant, et a visité plusieurs villages, regroupant au total plusieurs dizaines de milliers d'habitants.

Il a vu plusieurs hôpitaux de campagne dans ces villages et a été frappé par le manque de médicaments et de matériel médical. Paludisme, tuberculose, dysenteries parasitaires, atteignent quasiment toute la population, surtout le paludisme.

Malgré tout, grâce à une organisation méticuleuse et collective, les ravages de ces maladies sont atténués. Ainsi de nombreux enfants sont scolarisés. De plus les naissances reprennent, parfois dans certains villages de manière très importante.

Le Dr Andréi a pu s'entretenir avec de nombreux responsables, en particulier avec le Dr Thioun Thien, ministre de la Santé et ancien doyen de la Faculté de médecine de Phnom Penh.

Celui-ci a réitéré les demandes d'aide humanitaire pour son peuple et a dénoncé le fait que l'aide internationale envoyée à Phnom Penh n'a absolument pas profité au peuple cambodgien mais aux troupes d'occupation vietnamiennes.

A ce propos, le Dr Andréi et M. Fritz Fitté, journaliste du magazine allemand *Stern*, ont pu visiter un hélicoptère et un camp retranché fait de 352 bunkers pris par la résistance cambodgienne. Ils ont pu constater la présence d'importants stocks d'aide humanitaire internationale, en particulier hollandaise, abandonnés par les soldats vietnamiens. Enfin, les Cambodgiens présents dans ces zones ont dénoncé à plusieurs reprises l'emploi d'armes chimiques par l'armée vietnamienne.

De nombreuses personnes seraient mortes de ces épandages chimiques et des analyses effectuées sur des cadavres seraient examinées par la Croix rouge internationale à Genève.

Enfin, il est à signaler qu'aucune mission médicale n'avait pu jusqu'à présent pénétrer dans ces zones.

Les responsables du Kampuchea démocratique assurant la sécurité et garantissant la liberté d'action et de prescription médicale, l'Association « Médecins pour le Cambodge » a décidé d'intensifier son aide humanitaire par l'envoi de médicaments, de matériel médical et d'équipes médicales qui partiront dès le mois de juillet.

Elle est prête enfin, à aider la population civile cambodgienne dans d'autres régions dans la mesure où, sécurité, liberté d'action et de prescription seront garanties et est prête à coopérer dans cette optique avec l'ensemble des organisations humanitaires en France.

Marseille, le 22 avril 1981

Entretien avec le docteur Robert Andréi, après son séjour dans les zones libérées du Cambodge

DEVELOPPER L'AIDE MEDICALE AU PEUPLE CAMBODGIEN

■ Comment s'est passée votre arrivée en territoire cambodgien ?

Nous sommes arrivés par Araniapratheh, au sud et j'ai visité la zone située entre la frontière thaïlandaise, Sisophon et Battambang. C'est donc une zone assez importante. J'ai voyagé avec un journaliste du magazine allemand *Stern* et nous avons fait environ cent kilomètres dans cette région, à pied ou à dos d'éléphant.

On est arrivé dans une voiture bâchée, on a traversé une rivière et on est arrivé dans une clairière. Là, les Cambodgiens qui nous ont accueillis, nous ont dit : « Voilà, vous êtes au Cambodge ».

L'après-midi, j'ai rencontré M. Thien Mumm qui est actuellement ministre dans le gouvernement cambodgien et Mme Ieng Thirith, ministre des Affaires sociales. Mme Ieng Thirith était d'ailleurs de passage au Cambodge avant de repartir faire une tournée en Afrique et pour la première fois (ce qui est d'ailleurs significatif) dans les pays arabes.

■ D'après vous, quelles sont les zones sous contrôle du gouvernement du Kampuchea démocratique ?

D'après l'exposé de la situation que nous ont fait les Cambodgiens, voilà com-

ment ça se passe sur le terrain : il y a les zones libérées qui représentent déjà une bonne part du territoire. Je dis bien « libérées » car dans la zone où on était, il ne circule quasiment plus de soldats vietnamiens, on voit qu'il n'y a pratiquement plus de problème de sécurité. Ces zones recouvrent environ un tiers du pays avec un million et demi de personnes. Les patriotes cambodgiens ont eu l'honnêteté de nous dire que ces zones sont surtout situées à l'est du pays et au sud-ouest, c'est-à-dire des jungles montagneuses très difficiles d'accès pour l'armée vietnamienne et où il y a peu de population. Néanmoins on ne peut pas nier que ces zones s'agrandissent ; notamment au nord et nord-est.

■ Et l'armée vietnamienne ?

L'armée vietnamienne contrôle le Cambodge utile, c'est-à-dire les grands lacs, les plaines rizicoles autour, Phnom-Penh la capitale, et les grands axes de communication. Mais, mais, mais... ils ont de plus en plus de difficultés.

Il ne faut pas oublier, pour mesurer l'ampleur du changement, qu'au début de l'invasion vietnamienne, les forces fidèles au Kampuchea démocratique étaient près de l'anéantissement. L'offensive vietnamienne a été soudaine, très puissante, deux cent mille hommes appuyés par des batail-

lons très sophistiqués, bref un vrai rouleau compresseur.

Les Cambodgiens ont donc reflué en désordre jusqu'aux Cardamomes, au sud-ouest, avec un flot de population énorme. Les chiffres sont là : si en 78 il y avait très peu de réfugiés, au moment de l'invasion il y en a eu des centaines de milliers. Et il y a eu une casse terrible, au point de vue morts dans la population civile.

Puis, petit à petit, les patriotes ont repris du poil de la bête pour en arriver finalement à la situation actuelle, plus favorable pour eux.

Ils disent avoir en gros aujourd'hui cent mille hommes en armes, et je crois qu'ils ne bluffent pas. Par exemple, pendant notre séjour, j'ai pu voir des centaines et des centaines de combattants, plus du millier, par colonnes entières qui se croisaient dans la forêt ; c'était assez impressionnant.

Toute la frontière, depuis le Laos jusqu'en bas à la mer, est pratiquement cadencée par les Khmers rouges, sauf un point : la route de Sisophon que les Vietnamiens tiennent à tout crin et qui débouche sur la frontière thaïlandaise. Mais les Thaïlandais ont bloqué la route.

Actuellement l'une des zones de combats intenses, c'est la région des temples d'Angkor que les Cambodgiens ont d'ailleurs contrôlés pendant quelques jours. Voilà en gros la situation militaire.

■ Comme les Cambodgiens ont dû tout abandonner pour fuir l'avance de l'armée vietnamienne, début 79, je suppose qu'ils doivent être très démunis matériellement ?

C'est un pays qui est complètement détruit par la guerre. Ça se voit. Les Khmers rouges ont très peu d'infrastructure, mais avec le peu qu'ils ont, ils ont fait des choses extraordinaires. Ils sont super-organisés. Le journaliste de *Stern* qui a roulé sa bosse un peu partout, me disait qu'il n'avait jamais vu un mouvement de libération nationale aussi organisé.

■ Et sur le plan médical ?

Au point de vue médical, avec rien, ils font des prouesses : par exemple, ils construisent des hôpitaux, avec des lits de bambous où ils mettent les paludéens, les gens qui viennent d'être opérés. Il y a aussi la maternité. Mais ils sont terriblement pauvres en médicaments, et ils n'ont rien en matériel médical. Dans un village qu'on a visité, peuplé d'environ dix mille à quinze mille habitants, il y avait un médecin qui était en même temps infirmier, chirurgien, accoucheur. Il nous a dit : « Quelquefois, je vois des blessés qui ont des chocs opératoires, mais je n'ai même pas un appareil

de tension pour vérifier. » Heureusement j'avais emmené ma trousse médicale et je lui ai donné mon appareil.

■ Quel est l'état physique de la population ?

Il y a beaucoup de maladies comme le paludisme. Mais il faut dire que ceux qui ont survécu, sont très résistants. D'ailleurs un Cambodgien me racontait : « A travers toutes les épreuves qu'on a connues depuis plus de 10 ans, les gens qui ont réussi à s'en sortir, se sont beaucoup endurcis physiquement. » Et paradoxalement, les femmes ont mieux survécu que les hommes.

C'est une population très jeune, avec beaucoup d'enfants. Les nourrissons qui naissent en ce moment (et il en naît beaucoup) pèsent entre 1,2-1,5 kg. Et si la mère n'a pas de lait, ce qui arrive à cause d'insuffisance nutritionnelle, le bébé est nourri avec de l'eau sucrée... En France, on les mettrait en couveuse pendant 3 mois, là-bas on les met sous une moustiquaire, dans un climat tropical. Donc ils sont très démunis de ce côté-là.

En médicaments, ils n'ont quasiment rien. Alors, ils font des réserves de quinine injectable pour les cas de paludisme qui peuvent être mortels. Beaucoup de monde est paludéen, on voit des gens avec les yeux fiévreux... Et encore, c'est la fin de la sai-

son sèche, mais vous imaginez ce que c'est pendant la saison des pluies.

Sur le plan de l'aide humanitaire, je pense qu'on peut vraiment faire quelque chose de concret et de sérieux, qui va les aider réellement, parce que les médicaments, c'est la survie.

Pour en revenir à l'état physique des gens, ce n'est pas non plus comme il y a un an, quand on voyait ces colonnes de réfugiés faméliques qui mouraient au bord de la route. Bien sûr, les gens ne sont pas gras, mais ils sont remplumés. Les gosses aussi. Par contre, une constante : il n'y a plus de vieux. Tous les vieux sont morts. C'est une population très jeune. Il y a des gens vieillissant avant l'âge qui ont l'air d'avoir 60 ans. Mais des vieux au-dessus de 60 ans, il n'y en a plus. Ou ils sont restés, ils n'ont pas fui, ou ils sont morts sur place. Par contre, il y a un très fort taux de natalité : sur un village de mille habitants que nous avons visité, il y avait cent femmes enceintes : 10%, c'est énorme.

J'ai discuté avec M. Thien Thoun qui est ministre de la Santé. C'est l'ancien doyen de la faculté de Médecine de Phnom-Penh au temps du prince Sihanouk. Au point de vue médical, il est très fort : il fait tout, des opérations héroïques avec rien. Il m'a dit qu'ils avaient 250 hôpitaux, entre 50 et 500 lits. Donc ils ont de la place pour accueillir des équipes médicales et recevoir des médicaments.

Un autre signe d'ailleurs qui montre

qu'ils reprennent du poil de la bête, c'est qu'ils reçoivent de plus en plus de journalistes et qu'ils sont prêts maintenant à accueillir des équipes médicales et à assurer leur sécurité. Quand je suis parti, il nous permettait d'acheter sur place dans les pays du Sud-Est asiatique les médicaments nécessaires. Ça évite les frais de transport. On pourra aussi acheter du lait en poudre pour les bébés.

■ Avez-vous mis sur pied, en accord avec les Cambodgiens, des projets d'aide médicale ? Et que pouvons-nous faire, ici en France, pour aider le peuple cambodgien ?

D'abord, je veux souligner que je ne suis pas allé là-bas simplement en « observateur », mais justement pour mettre sur pied un plan d'aide concret : ça c'est le plus important. Premièrement, nous avons obtenu des Cambodgiens un accord de principe pour envoyer une équipe médicale. Nous pensons que cette équipe pourra partir cet été. Ce sera une équipe permanente, mais bien sûr, compte tenu de la fatigue et des difficultés d'adaptation, ce sera une équipe, tournante dont les membres se relayeront tous les 45 jours. Cette équipe aura pour fonction, d'abord de soigner les gens, mais aussi d'assurer la formation d'infirmiers cambodgiens.

Deuxièmement, nous avons pour objectif de collecter le maximum de médica-

ments. Nous avons besoin d'antibiotiques, de vitamines, de corticoïdes, de médicaments d'urgence injectables comme les tonocardiaques. Mais le plus simple est encore d'envoyer des dons en argent qui nous permettront d'acheter sur place dans les pays du Sud-Est asiatique les médicaments nécessaires. Ça évite les frais de transport. On pourra aussi acheter du lait en poudre pour les bébés.

Troisièmement, et c'est le projet le plus ample, nous voulons équiper un petit hôpital de campagne.

Comme vous le voyez, nous avons donc besoin de toutes les bonnes volontés, de tous les soutiens, qu'ils soient financier, matériel ou humain. S'il y a parmi vous des médecins ou des infirmières qui souhaitent nous aider, nous leur demandons de prendre contact avec notre association « Médecins pour le Cambodge » 200 boulevard National, 13003 Marseille.

Nous avons déjà apporté 500 kg de médicaments. Bien sûr, c'est peu comparé aux besoins. Mais c'est déjà beaucoup compte tenu du dénuement crucial qui est celui du peuple cambodgien sur le plan médical et sanitaire.

Et les médicaments, le matériel médical, le lait pour les bébés, tout cela donnera quelques chances de survie supplémentaires à des blessés, des malades, des nourrissons qui autrement seraient condamnés à mourir.



L'AFFAIRE PAPON

DES CRIMES QUI SONT CEUX
DE TOUTE UNE CLASSE

Maurice Papon était ministre du budget de Giscard d'Estaing depuis le 5 avril 1978. Nous connaissons déjà certaines des responsabilités criminelles de ce monsieur, du temps où il était préfet de Police de Paris. C'est lui, en effet, qui signa le décret imposant le couvre-feu aux immigrés algériens après 20 heures, en 1961. Le 17 octobre, pour protester contre cette mesure, plusieurs dizaines de milliers d'entre eux manifestèrent sur les grands boulevards pari-

Mais voilà que d'autres faits reviennent à la surface, venus d'un passé plus lointain. *Le Canard enchaîné* du 6 mai rappelle que, du 1er juin 1942 jusqu'à la Libération, Maurice Papon fut secrétaire général de la préfecture de la Gironde, en zone occupée par les nazis. A ce titre, révèle *Le Canard enchaîné*, Maurice Papon s'occupait plus particulièrement des « Affaires juives ». Sous sa responsabilité, 1 690 Juifs ont été déportés du camp de Mérignac à celui de Drancy, d'où ensuite ils allaient vers les camps d'extermination nazis. Des documents incontestables sont publiés, signés de Maurice Papon. En particulier, dans un de ces documents, Maurice Papon ordonne la réquisition de gendarmes pour escorter un convoi de déportés, le 2 février 1943. Après que ce transfert eut lieu, le 13 février ce convoi partit pour Auschwitz. Il comprenait 170 personnes. Seules 10 d'entre elles survécurent.

Ces faits sont absolument incontestables : Maurice Papon a exercé d'importantes responsabilités dans la mise en œuvre, sur une partie du territoire français, de la « solution finale » nazie.

Ces actes relèvent de la participation à des crimes contre l'humanité. A ce titre, Maurice Papon devrait être inculpé. Comme l'a été, il y a quelques temps, Jean Leguay, délégué en zone occupée du chef de la police de Vichy et auprès de qui Papon prenait ses ordres.

L'HOMME D'UNE CLASSE

L'affaire Papon en dit long sur cette classe qui dirige la France, sur les hommes qui dominent ce pays. Giscard d'Estaing, dans sa campagne électorale, avait la prétention d'incarner l'avenir, de s'adresser à la jeunesse. Le giscardisme veut se donner des airs de modernisme. En vérité, il est le représentant d'une classe qui ne peut se débarrasser d'un passé hideux et qui charrie les hommes qui ont participé aux grands crimes de ce siècle. Maurice Papon a suivi fidèlement le cheminement de ces quarante dernières années qui virent la bourgeoisie française, en tant que classe, aller de la collaboration avec le nazisme aux guerres et au terrorisme contre les peuples colonisés. A chaque moment, selon les circonstances, cette classe a agi pour la défense de ses intérêts, guidée par sa volonté de maintenir à tout prix sa domination sur les travailleurs français et sur les peuples colonisés. « Plutôt

Hitler que le Front populaire » fut son mot d'ordre.

Qu'un auxiliaire des nazis se retrouve ministre, cela est scandaleux aux yeux de tout honnête homme; mais, au fond, n'est-ce pas logique et normale pour une classe qui, dans sa masse, se rallia à la collaboration avec le nazisme. La bourgeoisie française, dans sa grande majorité, c'était Laval et Pétain, pas de Gaulle. La bourgeoisie, dans ses conseils d'administration, son Etat, a les hommes que sa propre histoire a formés.

L'affaire Papon est, en effet, loin d'être exceptionnelle. Ces dernières années ont éclairé d'autres cas semblables. Citons Robert Hersant, devenu, grâce à Giscard d'Estaing, le plus puissant des patrons de presse français et qui était, lui aussi, un auxiliaire zélé des nazis; citons Jean Leguay, un des organisateurs de la rafle du Vel-d'Hiv, devenu un des patrons de la compagnie d'aviation UTA avant que le scandale n'éclate publiquement; citons René Bousquet, l'ancien chef de la police de Vichy, devenu dirigeant de la Banque d'Indochine.

Et tout ce monde se retrouve, a partie liée, passé commun, intérêts communs. Jacques Bardoux, le grand-père de Giscard, conseiller de Pétain, professait l'antisémitisme quand Bousquet lançait ses gendarmes contre les Juifs. Quant au père de Giscard d'Estaing, il y a quelques années encore, il siégeait dans les conseils d'administration aux côtés de René Bousquet. L'affaire Papon appelle encore une autre réflexion. Que le ministre d'un gouvernement qui a fait de l'expulsion des travailleurs immigrés un point fort de son programme ait été un des auxiliaires de l'holocauste antisémite est bien plus qu'un symbole. Le racisme est une tradition de la bourgeoisie française. Les victimes changent, selon les époques, mais c'est toujours cette même bourgeoisie qui est le cerveau de la haine raciale. Régulièrement, elle y a recours pour protéger ses propres intérêts, pour désigner des boucs émissaires. Dans les années 30, c'est elle qui lança ce cri de guerre : « La France aux Français ». Elle voulait ainsi désigner les travailleurs immigrés et les réfugiés, parmi lesquels les Juifs étaient nombreux, comme étant les responsables de la crise et du chômage. Une des premières mesures de Vichy fut de créer des camps de concentration où pouvait être interné tout étranger

siens. La police de M. Papon se livra ce jour-là à de véritables massacres; des dizaines d'Algériens furent assassinés. Papon était toujours préfet de Police quand, l'année suivante, eurent lieu les assassinats de Charonne, commis soit directement par ses policiers, soit par des supplétifs recrutés par ses services. Ces faits suffisent déjà à qualifier M. Papon de criminel; ce sont bel et bien, en effet, des crimes qui ont été commis sous ses ordres.

de sexe masculin ayant entre 18 et 45 ans, sous le prétexte officiel de préserver l'emploi. Un grand nombre de ces internés furent des Juifs. Ainsi, le terrain était largement préparé pour coopérer aux crimes nazis.

Une quarantaine d'années après, Giscard et sa classe ont retrouvé leurs vieux réflexes.

LES MEMES

Faut-il s'étonner qu'un ministre de Giscard d'Estaing ait été un auxiliaire des nazis quand on sait que les plus proches parents de l'expresident ont évolué dans les mêmes milieux de la collaboration?

Voici, à ce sujet, quelques extraits du livre « La Saga des Giscard » (Ed. Ramsay) concernant son grand-père Jacques Bardoux et son père Edmond Giscard d'Estaing.

(...) « La volonté de changement de Jacques Bardoux s'exprime aussi dans ses articles du *Temps* intitulés "Méditations". Dans le numéro daté du 1er août 1942, il médite sur "la nationalité française" : "... Il y va de la sécurité de notre terre, de la santé de notre peuple, du prestige de notre nationalité... Aucun étranger ne peut, ni en France ni dans l'Empire, posséder, administrer ou diriger un journal quotidien, un organe politique, une école privée, un théâtre ou un cinéma, une maison d'édition ou d'impression. La pensée française doit être libérée de toute entreprise corruptrice... Comment redonner son prestige à l'Etat tant que sa réalité primordiale, la citoyenneté, ne sera pas définie par un texte essentiel et un seul? »

« Lorsque Jacques Bardoux pose cette interrogation xénophobe, Pierre Laval, imposé par les Allemands, est revenu au pouvoir depuis le mois d'avril. Agé de 86 ans, le maréchal Pétain se dessaisit de ses pouvoirs de chef de gouvernement. Laval cumule quatre portefeuilles ministériels : la présidence du Conseil, le ministère de l'Intérieur, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Information. Il nomme un nouveau secrétaire général à la police : René Bousquet.

« Dès la première quinzaine de mai, René Bousquet rencontre le SS Heydrich qui l'informe que des moyens de transport seront prochainement à sa disposition pour évacuer à destination de l'Est les Juifs apatrides de la zone occupée qui sont internés au camp de Drancy. Bousquet de-

mande alors à Heydrich si les Juifs internés depuis plus d'un an et demi en zone non occupée ne pourraient pas être évacués avec les premiers. La question est laissée ouverte en raison des difficultés de transport. Le 4 juillet, une réunion au sommet réunit, côté allemand, le général Oberg et les SS Hagen, Knochen et Lischka, et, côté français, Bousquet et Darquier de Pellepoix, commissaire aux questions juives : "... Bousquet déclara que le maréchal Pétain, chef de l'Etat, aussi bien que le président Laval s'étaient déclarés d'accord au cours du récent conseil des ministres pour que tous les Juifs apatrides de zone occupée et de zone libre soient déportés pour commencer." »

« René Bousquet et son représentant à Paris, Jean Leguay, sont chargés de fournir les moyens et les effectifs nécessaires à cette opération. Les 16 et 17 juillet 1942, 12 884 Juifs seront arrêtés pendant la grande rafle et internés au Vel-d'Hiv avant d'être déportés. Parmi eux 4 051 enfants. Le 17 juillet une conférence est réunie pour décider de la résidence à assigner aux enfants juifs arrêtés. Jean Leguay et les autres représentants de la police française expriment à différentes reprises le désir de voir les enfants déportés en même temps que leurs parents. Ce qui sera fait. » (...)

« Le 31 mai 1974, quelques jours après l'élection présidentielle, Edmond Giscard d'Estaing confie le poste de président directeur général de la Société financière pour la France et les pays d'outre-mer (SOFFO) à Jacques Polton.

« Edmond Giscard d'Estaing avait quelque temps auparavant rappelé que son mandat ne devait expirer qu'en 1975 mais qu'en raison de son âge il désirait réduire son activité.

« René Bousquet avait traduit les sentiments de ses collègues du conseil d'administration en exprimant au président Edmond Giscard d'Estaing leur vive gratitude pour les services éminents rendus à la Société financière pendant plus de 40 ans. "Dans des circonstances souvent difficiles, avait-il poursuivi, M. Giscard d'Estaing a apporté à la SOFFO le concours de son autorité personnelle, de ses qualités exceptionnelles et de sa grande expérience. Celle-ci continuera à en bénéficier puisque M. Giscard d'Estaing a bien voulu conserver ses fonctions d'administrateur." »

liberté
les Juifs
brochure
du PCML

Chaque semaine, notre hebdomadaire traite de questions brûlantes pour la classe ouvrière de notre pays dans tel ou tel article sur les problèmes syndicaux, le chômage, les libertés, l'immigration, la crise de l'automobile, les luttes des peuples du Tiers Monde... Les semaines passent... et souvent on nous interroge : quelle est la position du PCML sur tel point? Avez-vous abordé telle question? Et nos réponses sont dispersées dans des numéros différents. Aussi avons-nous commencé à rassembler par thèmes les articles récents les plus importants dans des petites brochures :

LES DOSSIERS
DE L'HUMANITE ROUGE

Déjà sorti :

Le numéro 1 : PARLONS-EN

rassemblant dix articles de fond qui abordent des thèmes variés : « Le prolétariat une fois de plus enterré », « Les années 80 vues par le PS », « Défendre la paix aujourd'hui », « L'impérialisme français : ce qu'ils en disent, ce qu'ils en font », « Les oubliés d'Alain Touraine » (sur le socialisme), « La non-intervention revue et corrigée par la propagande soviétique », « Brejnev, allié de l'ouvrier français? », « Y a-t-il une stratégie du déclin de la France? », « 110 propositions pour en venir où », « Le PCF et l'autogestion ». (Prix : 5,00 F)

A sortir :

Le numéro 2 : QUESTIONS SYNDICALES traitant des problèmes de l'action, de l'unité et de la défense des syndicats.

Une brochure exceptionnelle vient de sortir :

TROIS CENTS JOURS DE CAMPAGNE
DANS LA PRESSE

qui regroupe des dizaines d'articles parus dans la presse nationale et régionale à propos de la campagne de Pierre Bauby, « contre Giscard et contre la guerre », et qu'il n'a pu mener que jusqu'au 26 avril en raison du barrage antidémocratique des 500 parrainages. 88 pages passionnantes qui jalonnent un effort soutenu pour poser les vraies questions et proposer des solutions. (Prix : 10,00 F).

IVe CONGRES DU PCML

Deux brochures encore disponibles :
LES STATUTS DU PCML
LE PROGRAMME DU PCML
(complet)

— prix unitaire : 3,00 F —

Ces brochures sont payables à la commande. Les commander à :

L'HUMANITE ROUGE

BP 201 - 75926 Paris cedex 19

et régler à : Presse d'Aujourd'hui

Opérer des règlements séparés de ceux de l'hebdomadaire pour faciliter la gestion de ces brochures. Merci.

Lili Marleen
Allemagne, mère blafarde

DEUX VISAGES ...
UNE MEMOIRE

Pourquoi les exploiters chantent-ils tes louanges, mais
Les opprimés t'accusent-ils ?
Les exploités
Te montrent du doigt, mais
Les exploiters exaltent le système
Forgé dans ta maison

Pourtant ils te voient tous
Dissimuler le pan ensanglanté de ta jupe
Rougie du sang
Du meilleur de tes fils. (...)

O Allemagne, mère blafarde !
Dans quel état t'ont mise tes fils. (...)

(«*Allemagne, mère blafarde*» Poème de Bertold Brecht
écrit en 1933 - extraits)

Quarante et quelques années plus tard, l'Allemagne nazie paraît aussi éloignée dans le temps que les croisades ou les guerres de religion. Aujourd'hui, il faudrait, presque, amener la preuve de l'existence des camps d'extermination; demain, faudra-t-il prouver que la deuxième guerre mondiale et ses millions de cadavres a été une réalité? Il ne faut pas que cette époque devienne une simple image édulcorée dans nos livres d'histoire. Cette période d'horreur, de haine et d'obscurantisme, il nous faut la garder à jamais dans nos mémoires... sous peine de laisser le champ libre aux fauteurs de guerre d'aujourd'hui, de se laisser bercer par leurs paroles de paix et de revoir le même voile sombre, la même chape de terreur peser sur le monde. La génération d'aujourd'hui, celles de demain, doivent savoir ce que furent ces temps barbares afin que nul nouvel Hitler ne puisse de nouveau dicter sa loi au monde. Elles doivent connaître la réalité immonde de l'impérialisme.

Aujourd'hui sur nos écrans, deux films nous parlent de cette époque. Après tant d'années de silence, nos voisins d'outre-Rhin osent, enfin, lever les yeux sur une page de leur histoire, une page qui pèse encore de tout son poids, j'imagine, sur le cœur du peuple allemand.

Helma Sanders, avec son «*Allemagne, mère blafarde*», a choisi de nous raconter comment ses parents ont vécu cette époque. Comment ils l'ont subie... devrait-on dire. Subie, comme des millions d'autres Allemands. L'histoire de Lene et Hans...

Au fil du film, les années passent. On y voit une Allemagne où il faut être membre du parti nazi pour prétendre à une quelconque «réussite» sociale, et surtout être de souche «aryenne». Une Allemagne où les Juifs disparaissent dans la nuit et le brouillard.

Puis c'est la Pologne, pre-

mier pays où le charognard nazi planta ses griffes. Ce forfait accompli, les uniformes noirs et vert-de-gris ne tardèrent pas à déferler sur l'Europe entière. Hans part faire la guerre entraîné par une sorte de destin machiavélique qui semble le dépasser... Il tue des civils, des femmes qui ressemblent à la sienne. Il réprouve ce qu'il fait mais il le fait et ses crises de larmes ne changent rien au fait qu'il est l'agresseur... Une infime particule d'une immense machine à écraser les peuples. Après tout qu'importe ce qu'est le soldat quand le pays est agressé, il lui suffit d'être l'ennemi. Chaque rouage de la machine de guerre impérialiste doit être une cible.

Dans une Allemagne toute tournée vers son effort de guerre, Lene subit aussi. La prospérité factice qui précéda l'entrée en guerre, s'écroule... les bombes pleuvent sur le pays. Pour Lene, un seul but survivre et faire survivre son enfant né dans l'enfer d'un bombardement, survivre dans les ruines. A travers l'histoire de ses parents balotés dans la tourmente noire et sanglante du nazisme, Helma Sanders apporte un témoignage de plus au dossier d'accusation. On comprend comment le nazisme fauteur de guerre s'y est pris pour museler tout un pays; comment il a réprimé une partie de la nation, acheté une autre partie et terrorisé le restant. Un peuple qui en opprime d'autres n'est pas un peuple libre.

Le film se termine dans les années 50. Les nazis d'hier, «dénazifiés», ont repris les postes de commandement du pays.

Fassbinder, de son côté, nous conte l'histoire d'une chanson, «*Lili Marleen*», et de son interprète dans le cauchemard de l'Allemagne nazie. Une autre face d'une même réalité... Une face plus huppée, moins populaire sans doute. Dans ce film, c'est le côté propagande de l'Allemagne hitlérienne qui nous est montré. Un film



Lili Marleen

Allemagne, mère blafarde

que l'on pourrait comparer, par certains côtés, au «*Dernier métro*» de Truffaut, la réalité y est appréhendée à travers le même prisme.

A l'instar du film d'Helma Sanders, les gens subissent la férule du régime, au risque même de pactiser avec pour «survivre». Lale Andersen (Willie dans le film), l'interprète de la chanson, est déchirée entre celui qu'elle aime, membre d'un réseau juif et une hypothétique réussite. Encore une fois, c'est l'histoire qui tranche. La «gloire» est de courte durée. La chanson est devenue un symbole; «elle démoralise la troupe». Les revers que subit l'armée allemande sur le front de Russie, dans les sables du désert africain, la résistance qui s'organise et se renforce dans les pays occupés, ont un pouvoir démoralisant bien plus corrosif qu'une petite chansonnette.

Goebbels, le propagandiste binoclard, fait interdire la chanson et Willie connaît la déchéance et l'emprisonnement. Le film sur les camps de concentration qu'elle avait sorti de Pologne pour le compte du

réseau juif et sa liaison avec un Juif seront bien plus déterminants que le rôle «démoralisateur» de sa chanson pour justifier les foudres du régime. Elle ne doit sa libération, et sans doute la vie sauve, qu'à une intervention sur les ondes de la BBC. «*Lili Marleen*» était devenue intouchable mais restait une marionnette aux mains des nazis... lassitude et dégoût...

A travers deux regards différents, deux visages différents, la même réalité nous est montrée. Fassbinder a choisi de nous montrer cette réalité par le biais de la «petite histoire»... c'est quelque fois grandiloquent mais ça ne manque pas de qualité. Helma Sanders, par le biais de l'histoire de ses parents, de son histoire aussi... raconte le peuple allemand. Une sorte de cinéma vérité, un regard sans complaisance qu'adoucit une ombre de tendresse.

Dans maintes critiques, on a eu tendance à opposer ces deux films. Ce n'est pas tenir compte, à mon avis, d'une chose essentielle: les gens mis en scène n'étant

pas du même milieu, les comportements ne peuvent être les mêmes. Mais, en définitive, ces deux films ont bien des similitudes et surtout une qui me paraît de taille, ils décrivent. Sans aucune sympathie ou concessions à l'égard du nazisme, c'est certain... mais ça reste au stade de la description, ce qui constitue une limite à la dénonciation de l'Allemagne hitlérienne. On a l'impression que le pouvoir est tombé aux mains de fous sanguinaires. Le capitalisme qui engendra la bête immonde en sort frais comme une rose.

Malgré cette limite, l'histoire de Lene et de Hans ou celle de Lili Marleen ont aussi un mérite commun, celui de dire, d'une façon différente peut-être, mais jamais opposée, si ce n'est au niveau de la technique, que l'oubli est impossible malgré les vaines tentatives de nostalgiques de la croix gammée déguisés en scientifiques et en philosophes. Les loups ont encore les dents acérées et la faim du pouvoir au ventre... restons vigilants.

Claude DHALLUIN

CHANSONS DE LUTTES OUVRIERES

Renault, Chausson, Darboy, Longwy.

Première d'une série intitulée «*Archives sonores du mouvement ouvrier : 1971/1979*», ce disque constitue un récapitulatif des luttes menées ces derniers temps par la classe ouvrière, la dernière lutte en date étant celle des sidérurgistes de Longwy. Ces chansons que vous n'entendrez jamais à la radio, encore moins à la télé, font partie de la culture qui naît au cours des occupations d'usines, dans les manifestations. Quand ils ne composent pas eux-mêmes la musique, les travailleurs adaptent leurs paroles sur des airs du hit-parade. C'est un peu de la mémoire ouvrière qu'on retrouve dans cette collection de Vendémiaire.

Réf : VDE 54FP6

SECHOU VIVRE AU PAYS

Ce chanteur martiniquais interdit d'antennes, se considère comme un travailleur immigré. D'abord manoeuvre à l'usine, il est aujourd'hui employé de bureau. La chanson est un moyen pour lui d'apporter sa contribution à la lutte anticolonialiste de son peuple. «*Pour moi, la chanson n'est qu'un moyen parmi d'autres, je n'entends pas y faire carrière.*» Dans son disque, il dénonce la répression des gardes-mobiles coloniaux et crie : «*L'heure est venue de nous unir pour défendre notre pays*»

Réf : OXY - 063



HAMOU UN PARADIS DE GADGETS

Un chanteur algérien d'origine kabyle. Dans ses chansons, il se souvient des bombes sur les oliviers, d'octobre à Paris, de ces jeunes immigrés des cités de Nanterre ou des HLM de Marseille déracinés, il parle de la famine en Afrique.

Réf : VDE 097/FP6 (existe aussi en cassette)



Tous ces disques sont en vente à la librairie : «*Les Herbes sauvages*» 70, rue de Belleville 75020 Paris MO Pyrénées ou Belleville

LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES TIENT UNE SESSION SUR L'AFGHANISTAN

Le Tribunal permanent des peuples qui continue la tradition du Tribunal Russel contre l'agression US au Vietnam, a tenu du 1^{er} au 5 mai une session pour juger de l'intervention soviétique en Afghanistan. Elle était placée pour la circonstance sous la présidence honoraire de Vladimir Dedijer, historien yougoslave qui avait présidé le Tribunal Russel. Laurent Schwartz qui fut co-président du Tribunal Russel faisait également partie des 14 juges désignés. Durant trois jours, le tribunal a entendu une dizaine de rapports traitant du contexte géographique, historique, social et géopolitique dans lequel s'est située l'intervention soviétique. Il a également recueilli les témoignages d'une quinzaine

d'Afghans dont un certain nombre venaient directement des fronts de résistance de l'intérieur. A.R. Ghafourzai, délégué de l'Afghanistan auprès de l'ONU de la période Taraki jusqu'au 21 février 1980, date à laquelle il dénonça devant la communauté internationale l'agression soviétique, vint également témoigner. Carlo Ripa di Meana, député au Parlement européen, présenta le rapport de la Commission d'enquête au Pakistan et en Afghanistan du Comité international de Solidarité avec la résistance afghane.

Le tribunal a également tenu compte dans ses délibérations de nombreux autres documents, dont certains exposant les thèses des gouvernements soviétiques et afghans. Ces derniers

prévenus de la tenue de la session avaient en particulier fait parvenir à un membre du tribunal par l'intermédiaire d'une ambassade européenne un document de 13 pages intitulé : « *La question de l'Afghanistan : les positions afghanes et soviétiques* ».

A la suite de ses délibérations qui ont duré deux jours, le tribunal a rendu une sentence qui condamne très nettement l'intervention soviétique. Elle déclare ainsi : « *La pénétration et le maintien de troupes soviétiques sur le territoire afghan est, au sens du droit international, une agression...* » et « *Le gouvernement de l'URSS s'est rendu coupable de violation de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits des peuples,*

sur le droit à l'autodétermination du peuple afghan ». Concernant la question de crimes de guerre, le tribunal a entendu de nombreux témoignages concernant la destruction de villages, le massacre de populations civiles, l'emploi d'armes antipersonnelles, et estimé avoir « *recueilli des présomptions graves et même des commencements de preuve de manquements répétés aux lois de la guerre* ». Par souci de rigueur, il a décidé d'envoyer une mission d'enquête « *avant de statuer définitivement* ».

Nous consacrerons la semaine prochaine un dossier sur cette session du Tribunal permanent des peuples.

J.Q.

APRES LA CONFERENCE INTERNATIONALE POUR LA REUNIFICATION DE LA COREE QUE FERA MITTERRAND ?

On se souvient que l'une des dernières ignominies du gouvernement Giscard d'Estaing sur le plan international a été la visite de François Poncet, alors ministre des Affaires étrangères, en Corée du Sud. Non content d'y signer d'importants contrats commerciaux, Poncet s'était engagé à soutenir politiquement les nouveaux dictateurs de Corée du Sud pour qu'ils sortent de leur isolement diplomatique. En effet, de nombreux pays du Tiers Monde ont des relations diplomatiques avec la Corée du Nord, membre influent du mouvement des non-alignés, mais non avec la Corée du Sud.

Jusqu'ici le gouvernement français a toujours refusé de reconnaître la République populaire démocratique de Corée et n'a jamais rien fait pour appuyer le processus de réunification du pays, proposé par les Nord-Coréens.

Aujourd'hui, que fera Mitterrand? Rappelons à nos lecteurs qu'il y a environ deux mois, Mitterrand, alors candidat à la présidence, effectuait un voyage officiel en République populaire démocratique de Corée.

Quant à nous, notre position est claire : comme par le passé, nous demandons la rupture des relations diplomatiques avec la Corée du Sud, l'établissement des relations avec la Corée du Nord, la condamnation de la répression au sud et le soutien à la réunification du pays. Et nous souhaitons que le nouveau président français ne déçoive pas les espoirs nés de sa visite en Corée du Nord.

Il y a quelques semaines, se réunissait à Alger une

conférence mondiale pour la réunification indépendante et pacifique de la Corée. 205 délégués venus de 80 pays et 18 organisations internationales d'opinions très diversifiées y appelaient : « *Les gouvernements, partis politiques, organisations sociales et les comités de soutien à la réunification, les institutions et les peuples de tous les pays du monde à œuvrer pour la réalisation rapide de la réunification de la Corée, pour le droit à la justice et à la paix.* »

Nous souscrivons entièrement aux revendications formulées par la conférence et nous demandons au nouveau gouvernement français de s'y associer. C'est-à-dire : « *Exiger le retrait de tous les troupes et armes étrangères de Corée du Sud. Exiger le respect des droits de l'homme et la démocratisation de la Corée du Sud. S'opposer à toutes les ingérences et manœuvres de l'impérialisme pour dresser des obstacles sur le chemin de la réunification. Soutenir toute contribution positive à la réalisation concrète de la réunification indépendante et pacifique de la Corée, sur la base de la proposition de constituer une République confédérale démocratique de Koryo* et de son orientation politique.* »

C.L.

ONU LANGAGE MENAÇANT DES USA

Jeudi 7 mai, un porte-parole du gouvernement américain à l'ONU a tenu devant les journalistes un discours inquiétant.

Après avoir expliqué qu'il n'était plus question que le gouvernement américain continue d'augmenter sa contribution financière à l'ONU et aux organismes d'aide qui en dépendent tels que l'UNESCO ou l'UNICEF, le porte-parole a accusé ces organismes d'aide de « politiser » leur action.

Ce qui revient à dire que ces organismes qui aident surtout les pays du Tiers Monde ne doivent plus mettre en cause les responsables de la misère croissante du Tiers Monde. On comprend pourquoi : les USA ne sont pas étrangers à cette aggravation, mais ils n'aiment pas qu'on le dise. Ensuite le porte-parole des USA a déclaré : « *Dans le passé, certains pays se sont adressés aux Etats-Unis d'une manière qu'ils n'auraient jamais osé employer à l'égard de l'Union soviétique. Mais cela est en train de changer.* »

Il semble même que les USA soient décidés à passer outre aux décisions adoptées majoritairement à l'ONU, comme ce fut le cas dernièrement avec la conférence sur le droit de la mer : « *C'était la première fois depuis longtemps que les Américains osaient dire : ceci n'est pas dans notre intérêt, alors nous refusons.* »

Enfin, recourant à un langage de menaces et de pressions, le porte-parole a dit : « *Lorsqu'un pays se prétendra notre ami, il faudra lui demander : comment avez-vous voté tel ou tel jour?* »

Mais Washington oublie une « petite » chose, c'est

qu'à ce compte-là, les USA risquent de se retrouver rapidement isolés. L'exemple de la conférence sur le droit de la mer est typique en ce sens : de nombreux pays du Tiers Monde, y compris des dictatures pro-américaines d'Amérique latine, ne votent pas dans un sens favorable à Washington. C'est aussi le cas avec les pays d'Afrique et du Moyen-Orient sur la question d'Israël ou de l'Afrique du Sud, etc...

RAFLE EN TCHECOSLOVAQUIE

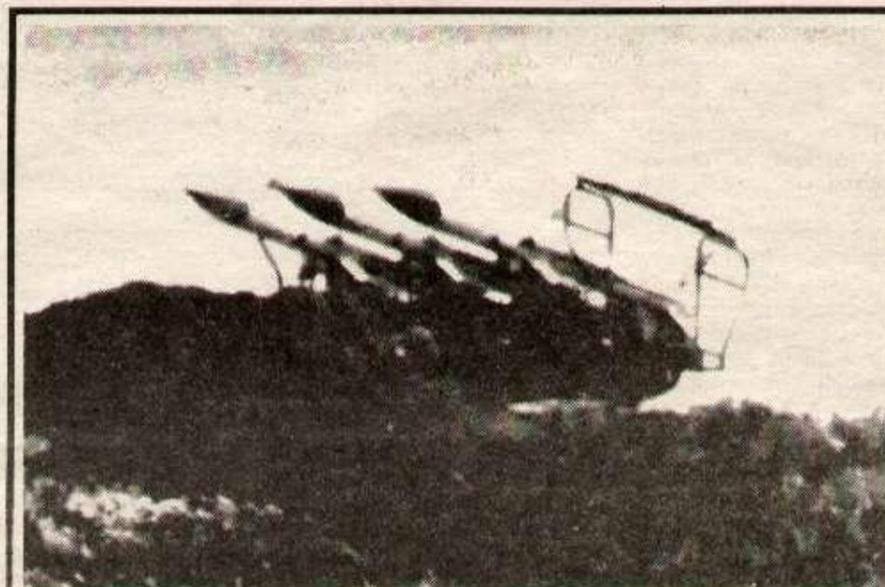
Au lendemain de l'arrestation en Tchécoslovaquie de deux Français, membres de la Ligue des droits de l'Homme, la police tchécoslovaque a opéré une vaste rafle dans les milieux de l'opposition tchèque.

Plus d'une trentaine de personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles de nombreux militants ou sympathisants de la Charte 77, organisation qui a pour objectif de faire respecter les accords d'Helsinki sur les droits de l'Homme.

L'ancien ministre tchèque des Affaires étrangères (avant l'invasion soviétique en 68) a été également arrêté.

Le collectif de la Charte 77 a adressé une lettre ouverte au Parlement et au gouvernement pour protester contre cette « *répression illégale contre les sympathisants et les signataires de la Charte (...), destinée à effrayer les défenseurs des droits de l'Homme en Tchécoslovaquie.* »

On peut aussi supposer que le gouvernement pro-soviétique de Prague, inquiet du mouvement populaire en Pologne, ait voulu étouffer dans l'œuf tout mouvement similaire en Tchécoslovaquie.



VERS UNE NOUVELLE GUERRE AU LIBAN ?

Tandis que les raids israéliens au Liban se poursuivent, la perspective de négociation entre Israël, la Syrie et les forces d'extrême droite des Phalanges s'éloigne. Il semblerait qu'Israël aurait reçu le feu vert de Washington pour poursuivre l'escalade.

En tout cas, Israël envisage presque ouvertement une nouvelle guerre, pour détruire les missiles syriens installés au Liban et liquider de nouvelles positions palestiniennes.

Le 9 mai, le Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), s'est réuni d'urgence, estimant qu'Israël s'appretait à « *une attaque de grande envergure au Liban contre les Palestiniens, la Syrie et les forces patriotiques (de gauche) libanaises.* »

**Prenez contact
avec le Parti communiste marxiste-léniniste**

NOM
Prénom
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

ABONNEMENT

1 mois (4n°) : 18F Soutien : 30F
3 mois (12n°) : 54F Soutien : 100F
6 mois (24n°) : 108F Soutien : 150F

Abonnez-vous, abonnez vos amis
S'abonner un moyen pratique
pour avoir le journal

GUADELOUPE

Abstention massive en faveur de l'indépendance

Par rapport à 1974, le taux d'abstention en Guadeloupe passe de 45% à 51% environ. Il était de l'ordre de 60% au premier tour.

Quelle explication donner à cette augmentation sensible des abstentions en 7 ans?

Autre changement : par rapport à 1974, Giscard d'Estaing passe de 43% à 70% environ, tandis que Mitterrand est en baisse. Phénomène déjà observé dès le premier tour.

Quelle explication donner à ce fort score des giscardiens?

Voici, ci-dessous, l'analyse de ces deux constatations, faite par l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), organisation indépendantiste très influente parmi le peuple guadeloupéen. Bien que cette analyse porte sur le premier tour, elle n'est pas démentie par le second. Aussi la publions nous quasi intégralement.

Ces dernières semaines, une vaste campagne a été déclenchée par le pouvoir colonial et les partis politiques traditionnels contre le mot d'ordre d'abstention aux élections présidentielles prôné par le mouvement patriotique.

Malgré cette opération d'intoxication menée par FR3, France-Antilles et radio-Antilles, le fait le plus marquant du scrutin a été le pourcentage très élevé des abstentions.

106 960 électeurs sur 177 345 inscrits ont refusé de participer aux élections présidentielles françaises. Ils constituent 60,31% des électeurs inscrits.

Six électeurs guadeloupéens sur 10 ne se sont pas sentis concernés par ce scrutin.

C'est une grande victoire du mouvement patriotique guadeloupéen contre le colonialisme français! (...)

Le scrutin du 26 avril 1981 consacre d'abord l'écrasante victoire des forces abstentionnistes-indépendantistes sur les assimilationnistes; la domination des giscardiens sur les autres assimilationnistes de gauche ou de droite.

C'est ce double mouvement qu'il faut maintenant démontrer et analyser. Qui a voté? Pour quoi? Contre quoi?

LES ENSEIGNEMENTS DU PREMIER TOUR

Le premier point concerne le chiffre très élevé des abstentions : 60,31% (en France il est de 18,35%), cela malgré la propagande colonialiste.

En second lieu, l'active campagne politique menée par le mouvement patriotique sur le double mot d'ordre d'abstention et d'indépendance a provoqué un changement significatif au sein du courant abstentionniste; lui donnant une signification politique. Ce courant peut se décomposer en partisans de l'indépendance et en personnes qui, sachant très bien que leur abstention serait assimilée à celle des indépendantistes ne se sont pourtant pas précipitées sur les urnes, montrent par là même qu'elles ne sont pas ouvertement hostiles à l'idée d'indépendance. (...)

A ce nombre élevé d'abstentions doit s'ajouter ce-



lui des non-inscrits (non comptés comme abstentionnistes). En 1981, il n'y a que 2200 jeunes de moins de 21 ans inscrits sur les listes électorales. Chiffre dérisoire quand on sait que la Guadeloupe a une population jeune (171 660 personnes de moins de 20 ans - 52,90% de la population).

Enfin, il faut y ajouter le nombre élevé de bulletins nuls dans certaines communes (2188). Il s'agit d'une forme de protestation d'employés municipaux ou autres obligés « d'émarger » pour ne pas perdre leur emploi.

Abstention massive, non inscription, vote nul, autant de manifestations de l'opposition croissante des guadeloupéens à la mascarade électorale française.

Parmi les personnes qui ont voté, il faut d'abord citer les vieux. Les listes électorales comportent 36 000 femmes et hommes de plus de 60 ans, soit plus de la moitié des votants au premier tour. Le colonialisme français a exercé sur ces gens un ignoble chantage pour les pousser à voter.

A cette catégorie d'électeurs s'ajoutent les femmes dites seules qui avec plus de 70 300 voix représentent avec leurs familles un vivier électoral pour le pouvoir colonial.

S'y ajoutent également les Français installés en Guadeloupe. Plus de 5000 fonctionnaires; pratiquement le double dans le secteur privé, ainsi que toute la soldates-

que d'occupation : gendarmes, CRS, soldats de tous grades qui se sont présentés aux urnes en colonnes serrées.

Enfin, une dernière catégorie de votants est constituée par les politiciens locaux, leurs alimentaires (protégés - NDLR) et leur clientèle.

Ainsi, le scrutin du 26 avril n'opposait pas tellement divers candidats mais essentiellement les abstentionnistes aux votants; les indépendantistes aux partisans de la présence française.

Cette radicalisation de la vie politique en Guadeloupe reflète des contradictions de la société guadeloupéenne, a été accélérée par la campagne politique menée sous le double mot d'ordre d'abstention et d'indépendance.

C'est là un fait nouveau sur l'échiquier politique en Guadeloupe. Cela explique que toutes les forces intermédiaires sont et seront systématiquement laminées. Entre le colonialisme français et le mouvement de libération nationale il ne peut plus y avoir de moyen terme. (...)

L'expérience du Parti communiste guadeloupéen est à cet égard significative : le PCG se trouve enfermé dans une contradiction. En proclamant officiellement sa volonté de participer à la lutte de libération nationale, il perd une partie de son électorat conservateur. Par ailleurs, sa pratique assimilationniste de gauche éloigne de sa mouvance la jeunesse du pays qui aspire à l'indépendance nationale.

Tant qu'il n'aura pas clairement opté pour l'indépendance et accordé sa pratique à ce mot d'ordre, le PCG se marginalisera de plus en plus. Il suffit de rappeler qu'aux élections présidentielles de 1969 le PCG rassemblait 11 219 voix pour Jacques Duclos. En 1981, il ne peut réaliser que 4 476 voix pour Georges Marchais, soit un recul des 2/3 de son potentiel électoral en 12 ans.

(...) Le Parti socialiste n'est pas mieux loti. En 1981, il n'arrive plus à réunir que 6 671 voix sur François Mitterrand. Cela ne s'explique pas seulement par la médiocrité bien connue des dirigeants de cette formation.

(...) L'échec du PS comme celui du RPR ainsi que le « raz-de-marée » giscardien s'expliquent par la politique assimilationniste de tous ces partis et par la radicalisation des luttes entre partisans de la France et partisans de l'indépendance nationale.

Les votants, dans un double réflexe politique et alimentaire, ont massivement abandonné le PS et le RPR pour voter français et voter pour celui qui dispose actuellement des moyens financiers de l'Etat : Giscard d'Estaing.

LES GAINS POLITIQUES DU MOUVEMENT PATRIOTIQUE

Avec le pourcentage considérable des abstentions, l'apport fondamental de ce



premier tour des élections présidentielles françaises réside dans l'intense travail politique réalisé par le mouvement patriotique guadeloupéen.

En quelques semaines, nous avons pu rassembler autour du mot d'ordre d'abstention et d'indépendance, le plus grand nombre possible de guadeloupéens épris de dignité et de liberté et constituer ensemble le Comité national pour l'abstention. Nous avons entamé dans toute la Guadeloupe une vaste campagne pour dénoncer l'oppression coloniale française, condamner la répression colonialiste et exiger la libération des patriotes actuellement emprisonnés, pour expliquer ce que sera la Guadeloupe indépendante et appeler le peuple à adhérer aux différentes organisations patriotiques.

Dans les sections les plus reculées comme dans les zones les plus urbanisées, nous avons reçu le même accueil chaleureux, sans commune mesure avec l'indifférence totale manifestée par les Guadeloupéens aux Peyrefitte, Soisson, Bernier, Capitant et consort. Nous avons discuté avec notre peuple de nos problèmes, accordant aussi bien la parole à ceux qui militent déjà pour l'indépendance qu'à ceux qui cherchent à comprendre : *Ka sa yè l'indépendans*.

Cette intense campagne politique a d'ores et déjà permis au mouvement patriotique d'apparaître ouvertement comme un mouvement fort, reposant sur l'alliance solide des ouvriers et paysans pauvres, porté par le dynamisme de la jeunesse guadeloupéenne et bénéficiant de l'apport des meilleurs intellectuels guadeloupéens.

Elle montre que le peuple guadeloupéen n'est pas hostile à l'idée d'indépendance. Sa préoccupation majeure n'est pas de savoir si la Guadeloupe sera ou non indépendante mais de comprendre ce que sera la Guadeloupe indépendante de demain.

DÉVELOPPONS NOTRE TRAVAIL D'ÉDUCATION POLITIQUE

(...) A la fraude brutale et généralisée, les giscardiens

ont substitué l'intoxication, la manipulation des masses par la Radio-télévision. A la corruption ouverte, ils ont substitué corruption indirecte, tentant d'acheter la conscience des femmes et des vieux de notre peuple, utilisant leur légitime angoisse devant l'avenir pour pratiquer un sordide chantage à l'allocation ou à la retraite. Le devoir des patriotes guadeloupéens est de dévoiler sans répit les techniques utilisées par les colonialistes français et de pousser chaque homme et chaque femme de ce pays à s'engager dans la voie de la résistance à l'oppression colonialiste.

Les assimilationnistes de gauche eux, se répandent déjà en mise en garde menaçantes à l'égard des indépendantistes. C'est le cas notamment d'un responsable du PS français en mission en Guadeloupe. Ce qui intéresse M. Catala c'est l'élection de F. Mitterrand. Ce qui nous intéresse, c'est la reconquête de notre indépendance. Nous ne lui reconnaissons aucun droit à dire au peuple guadeloupéen ce qui est bon ou n'est pas bon pour lui. C'est là une attitude colonialiste. L'élection d'un président de la République française concerne le peuple français et lui seul. Nous n'avons pas à nous y ingérer - ni pour voter Giscard, ni pour voter Mitterrand. Nous souhaitons naturellement que le peuple français, comme tous les autres peuples du monde remporte des victoires décisives (électorales ou autres) sur les forces réactionnaires de son pays. Mais la meilleure aide que nous pouvons lui porter est d'affaiblir les capitalistes français en luttant nous-mêmes pour notre indépendance.

(...) Le temps où l'on pouvait maintenir impunément l'illusion électoraliste dans la conscience de notre peuple est révolu, l'époque actuelle est celle de la résistance sur tous les plans : résistance politique, résistance économique, résistance culturelle.

L'époque actuelle est celle de la lutte pour la libération du peuple et d'indépendance pour la nation. (...)

La Guadeloupe appartient au peuple guadeloupéen.

Quelles que soient les difficultés, nous la libérons.

Ces savants en chemise brune qui réhabilitent aujourd'hui la raciologie nazie

Les vieux pays impérialistes se débattent dans une crise qui laisse prévoir 25,5 millions de chômeurs pour 1982 dans les pays de l'OCDE. Une fois de plus, dans la tourmente, les vieux démons ressurgissent, identiques à ceux des années 30. Comment expliquer la crise pour blanchir le système et en faire payer le prix aux travailleurs? Chacune des officines racistes, chacun des groupes ou revues, que ce soit *Mankind Quartely* en Angleterre, *Nouvelle Ecole* en France ou *Neue Anthropologie* en RFA, établissent un parallèle entre la crise qui frappe les pays impérialistes et le déclin de la Rome antique. Selon ce qu'écrivait Günther, l'anthropologue nazi, ou bien l'écrivain raciste français Gobineau, c'est le mélange avec du sang oriental, l'introduction d'éléments non aryens qui auraient détruit spirituellement et biologiquement l'Empire romain. Selon ces « savants » très dangereux, c'est le judaïsme et son rejeton chrétien égalitariste qui auraient détruit l'ancienne noblesse. De ces élucubrations prétendument historiques, ces savants en chemise brune déduisent qu'il faut purifier la race blanche génétiquement supérieure, éviter à tous prix le mélange avec des « éléments inférieurs d'autres races » ce qui provoquerait la faillite de la civilisation blanche et donc une catastrophe pour l'humanité. De telles idées conduisent tout droit à l'eugénisme, c'est-à-dire à la sélection des éléments génétiquement supérieurs et à l'élimination des médiocres. Eugénisme dont l'holocauste nazi constitua l'application la plus systématique.

Vieilles idées pour temps de crise

Bien entendu les thèses qui ont conduit à l'extermination (aujourd'hui contestée par les néo-nazis) de 6 millions de Juifs dans les fours crématoires du IIIe Reich ne pouvaient être reprises telles quelles. Un semblant, ne serait-ce qu'un semblant, de justification scientifique était nécessaire. Pour gagner les esprits des années 70-80, il fallait que ces idées paraissent découler scientifiquement de l'observation des faits tandis que leurs détracteurs seraient aveuglés par la propagande égalitariste. C'est là qu'interviennent à la fin des années 60, (juste avant le déclenchement de la crise), l'Anglais Hans Eysenck, professeur de psychologie à l'Institut de psychiatrie de Londres et l'Américain Arthur Jensen, professeur de psychologie de l'Education à l'Université de Cali-

forne et qui avait travaillé de 1956 à 1958 comme assistant d'Eysenck. Dès ses premières études en 1948, Eysenck prétendait que l'abaissement du quotient intellectuel « constaté » par un autre eugéniste entraînerait fatalement un déclin pour « la Civilisation ». Mais c'est en 69, que Jensen publiait les théories qui allaient donner un regain à la raciologie.

Ce monsieur, professeur ni de biologie, ni de génétique, affirmait, sans aucune preuve d'ordre génétique, que l'intelligence dépendait en majeure partie (80% environ) de l'hérédité et que les différences de QI (Quotient intellectuel) sont principalement fonction des facteurs génétiques. Selon lui, les Noirs des Etats-Unis auraient des quotients intellectuels inférieurs de 15 points à ceux des Blancs. Conclusion : l'éducabilité des Blancs, leur capacité d'apprendre seraient génétiquement supérieures à celles des Noirs. La seule preuve apportée était le résultat de tests qui ne mesurent pas des aptitudes mais l'adaptation à une culture, ici la culture de la classe dominante américaine. Application : elle fut immédiate, surtout dans un pays où, aux alentours des années 30, l'eugénisme avait conduit à stériliser de force des centaines de milliers d'individus considérés comme inférieurs.

A quoi bon investir des fonds publics dans la scolarisation des Noirs américains s'ils étaient génétiquement incapables d'étudier? Une telle politique ne pouvait que pénaliser les meilleurs éléments blancs et conduire à « l'esclavage génétique » d'une partie de la population. Un tel article arrivait à point, il fut repris par les médias et cité dans des revues telles que *Newsweek*, *Life*, *Time*.

Dès 1971, Eysenck publia les travaux de Jensen en Angleterre dans un ouvrage intitulé très clairement : « *Race, intelligence and education* ». Hasard? La diffusion des thèses de Jensen par Eysenck en Grande-Bretagne a coïncidé avec une remise en cause de la politique d'immigration au pays de sa gracieuse majesté. Martin Webster, organisateur des activités nationales du National Front, parti fasciste britannique fondé en 1967, ne dissimule pas son enthousiasme pour les théories de Jensen : « *La contribution la plus importante*

à la remontée du moral chez les "racistes" et à la perte de confiance en eux-mêmes chez les multiraciaux a été la publication en 1969 de l'article du Pr Arthur Jensen dans la *Harvard educational review*. » (*Spearhead*, avril 1973).

Ces travaux servent de références aux nombreuses revues consacrées à la science de la race qui ont fleuri dans les années 70 sur le fumier de la crise de l'impérialisme.

«The Mankind Quartely» en Angleterre

Les défenseurs de la science de la race se divisent en deux groupes : d'une part des psychologues héréditaristes qui détiennent des chaires dans des universités renommées, d'autre part des héritiers de la tradition nazie de Hans Günther en particulier. C'est dans des revues à prétention universitaire et scientifique que s'étalent aujourd'hui ouvertement les théories raciales les plus extrémistes, autrefois publiées confidentiellement par des groupuscules fascistes tels que la Ligue nordique. Ces revues associent les éminents universitaires aux propagandistes nazis les plus rassis. Fondée en 1960 en Angleterre *The Mankind Quartely* se définit comme « une revue internationale trimestrielle, s'occupant de la race et du patrimoine héréditaire dans les domaines de l'ethnologie, de la génétique humaine et ethnique, de l'ethnopsychologie, de l'histoire raciale, de la démographie et de l'anthropogéographie. » Voilà qui s'appelle annoncer la couleur. Et c'est là qu'on retrouve Eysenck comme membre du comité consultatif honoraire. De nombreux psychologues américains font partie de ce comité honoraire.

Gayre, ce spécialiste d'anthropologie physique à l'Université d'Edimbourg fut pendant 19 ans le pilier et le rédacteur en chef de la revue. « *Les fondements raciaux sont de la plus haute importance* » déclare-t-il au début de « *Teuton and Slav on the Polish frontier* » publié en 1944. Dans le même ouvrage, il propose de redessiner les frontières nationales de l'Allemagne afin d'en améliorer l'homogénéité raciale afin que l'Allemagne redevenue plus nordique. Dans son livre, il reproduit les photos de « types raciaux » idéaux décrits par l'anthropologue nazi Günther dont il se vante d'avoir visité les laboratoires en 1939. Il était lié à la *Racial preservation society*. Pour ce monsieur, il y aurait des différences raciales d'ordres génétiques et qui nécessiteraient une discrimination sur la base de la race et de la couleur. La revue de la Ligue nordique; *The North Lander*, se réfère aux travaux de Gayre décrit comme l'un des plus « anciens amis » de la Ligue Nordique.

Jensen quant à lui patronne moralement, si l'on peut s'exprimer ainsi, *Neue Anthropologie*.

Jürgen Rieger, rédacteur en chef de cette revue a pour obsession de faire l'unité au sein de la « race nordique ». En 1970, il participa au meeting de la Northern League (Ligue Nordique) pour y faire l'apologie du nazi anglais Mosley et de Günther en appelant à une confédération teutonique des nations germaniques. Dans son livre : « *La race : un problème qui est aussi le notre* », il écrit : « *Nous devons réveiller les pouvoirs de notre race : les géants blancs arrivent.* » Rieger a participé, en 1977, à l'organisation à Munich d'un meeting sur le thème : « *EWIG büssen für Hitler? (expier éternellement pour Hitler?)* ». Parmi les orateurs, au même meeting, on trouvait le Dr Gerhard Frey, président du groupe néo-nazi *Volksunion*, rédacteur en chef d'un journal dont les titres sont : « *Le gazage des Juifs : réfutation du grand mensonge d'Auschwitz* », « *La vraie nature d'Hitler : dénonciation des mensonges anti-allemands* », « *Comment Hitler est vraiment mort. Ses dernières paroles : "Je n'ai jamais voulu la guerre"* ».

Parmi d'autres membres de *Neue Anthropologie*, il faut citer Rolf Kosiek, professeur à l'Université de Nürtingen et membre du NPD, H.G. Amstel, membre d'une organisation antisémite qui reprend les théories antisémites du nazi Ludendorff sur la conspiration juive mondiale, H.W. Hammerbuecher qui écrit dans l'hebdomadaire nazi *Deutsche Wochen-Zeitung*, proche du NPD et édité par un ex-waffen SS dirigeant du NPD, des revues allemande et anglaise, travaille aussi pour le Bureau des Affaires raciales d'Afrique du Sud. Dans *Nouvelle Ecole*, Alain de Benoist a interviewé en 1972 le généticien sud-africain, J.D.J. Hofmeyr. Irsigler, neuro-chirurgien sud-africain expert conseil de *Neue Anthropologie* est membre du comité de patronage de *Nouvelle Ecole*.

«Neue Anthropologie» en Allemagne

De nombreux liens associent *Neue Anthropologie* à *Mankind Quartely*, c'est la Société pour l'anthropologie biologique, l'eugénique et la science du comportement qui publie *Neue Anthropologie*. Cette dernière revue résume régulièrement le contenu de son homologue de Grande-Bretagne. Elles partagent des collaborateurs communs et entretiennent des relations avec les mêmes organisations qui tentent de réactiver la science de la race. Donald Swan, membre du comité de rédaction de *Neue Anthropologie* contribue régulièrement à *The Mankind Quartely*. Comme Gayre, ex-rédacteur en chef de *The Mankind Quartely*, il collabore à la revue du Bureau des Affaires raciales d'Afrique du Sud.

Si Eysenck est associé à *The Mankind Quartely*,

à la fois un modèle de développement séparé des races et une base d'appui. Ils opèrent à partir de revues à prétention scientifique publiées notamment en France, en Angleterre, en Allemagne et aux Etats-Unis. Mille liens les unissent entre eux, mais aussi aux groupes néo-nazis les plus ouvertement antisémites quand ce n'est pas au Ku Klux Klan américain. Il s'agit d'une véritable internationale raciste.

Léon CLADEL

Ecole, s'est formé à la fin des années 60 en France à partir des membres du Mouvement nationaliste de progrès et d'Europe Action. Nombre de rédacteurs de *Nouvelle école* se retrouvent notamment au *Figaro Magazine*. Alain de Benoist, animateur de *Nouvelle Ecole*, est l'auteur de livres comme « *Le courage est leur patrie* », « *Rhodésie : terre des lions fidèles* » et « *Vu de droite* ». Pour ce dernier ouvrage, Alain de Benoist a reçu le prix de l'essai de l'Académie française. *Nouvelle Ecole* célèbre Gobineau, Günther et Konrad Lorenz, lui-même ancien nazi. On y trouve des hommages à Schemann, spécialiste de la race reconnu par le IIIe Reich et Günther. *Nouvelle Ecole* cite souvent *Volk und Rasse* périodique nazi qui comptait Himmler et Darré dans son comité de rédaction. Le GRECE est lié à la Ligue St-Georges (groupe nazi anglais). Pearson, fondateur de la Ligue nordique fait partie de son comité de rédaction. Il est aussi président de la World Anticomunist League. En 1978, *Nouvelle Ecole* participait à la deuxième conférence annuelle de la WACL à Washington avec le MSI notamment. Eysenck et Jensen constituent deux références pour *Nouvelle Ecole*.

Le Bureau Sud-africain des affaires raciales

Le pays de l'apartheid, dernier bastion colonial européen constitue une référence permanente pour les revues raciales. C'est un modèle de développement séparé. L'indépendance du Zimbabwe et la chute de Ian Smith fut un coup très dur pour ces théoriciens de la race.

Gayre de *Mankind Quartely* a participé à de nombreuses reprises aux congrès de la South African Genetic Society dont le président est membre du comité de *The Mankind Quartely*. Il a aussi écrit dans des publications du Bureau Sud-africain des Affaires raciales. Gayre soutenait les racistes sud-africains les plus ouvertement fascistes. Il fut pendant longtemps membre de la Candour league of Rhodésie. Autre rédacteur de la revue anglaise, Garrett faisait partie des Friends of Rhodésian independence. Les brochures de propagande sud-africaines sont l'objet de compte-rendus élogieux dans *Mankind Quartely*.

Pour en savoir plus : « *L'Internationale raciste* » de Michael Billig. Ed. Petite coll. Maspéro. En vente aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 Paris (20,00 francs).

«Nouvelle Ecole» en France

Le GRECE (Groupe-ment de recherche et d'étude pour la civilisation européenne) qui publie *Nouvelle*

«Ceux qui parcourent lacs et rivières» ainsi appelait-on en Chine les bateleurs qui à la libération allaient donner naissance aux troupes de cirques. C'est par les voies fluviales qu'ils sillonnaient le pays, pour donner leurs représentations de villes en villages à l'égal de nos saltimbanques. Ils allaient par familles dressant une enceinte de toile pour rassembler les spectateurs, il s'agissait parfois d'un homme seul qui présentait son numéro de bourgade en bourgade avant de faire la quête pour repartir un peu plus loin. Parfois aussi des paysans formaient de petites troupes répétant après la récolte.

Après la libération en 1949, les bateleurs ont été regroupés dans de grandes troupes réunissant les meilleurs artistes dans les principales villes. Il s'agit de troupes d'Etat dont les membres sont salariés. Le Cirque de Shanghai qui s'est produit en France en 1973, est l'une des plus célèbres de ces troupes. Les petits bateleurs de villages ont aujourd'hui disparu, mais ce sont leurs numéros enrichis par un millénaire de traditions et sans cesse renouvelés qui forment le spectacle du Cirque de Pékin. Tradition très riche, puisque au début de notre ère, on parlait des «cent variétés» à propos du spectacle des bateleurs, des festivals annuels étaient organisés et à la cour impériale on donnait des représentations de «tours d'adresse» et de «distractions variées».

Plus que le suspense, c'est l'adresse et l'aspect esthétique qui ont la vedette dans le cirque chinois. Les acrobates évoluent assurés en permanence par une corde lâche fixée à la ceinture. Ici à la différence de nos cirques occidentaux, on ne cultive pas le goût morbide pour le danger, style «l'artiste travaille sans filet». On classait et on classe toujours les exhibitions en deux catégories : les numéros durs, exigeant force et adresse, et les numéros mous, composé surtout de tours de prestidigitation ou d'imitation comique. Dans tous les cas, les illusionnistes étaient capables de faire eux-aussi les numéros durs : acrobatie, jonglerie, équilibre. Les troupes comptaient trop peu de membres pour permettre une spécialisation.

Marcher sur une corde constitue l'entraînement de base pour tous les numéros. Le deuxième exercice de base étant le saut périlleux. On parle du saut périlleux au-dessus de pyramides humaines au moyen desquelles les bateleurs dessinaient les caractères chinois «grand» et «faste» pour souhaiter la prospérité au public. Autres exercices : la perche, le trapèze, les lanières (les acrobates s'élèvent à l'aide d'une lanière enroulée autour du corps).

Mais pour nous, spectateurs occidentaux, les numéros de jongleurs sont sûrement les plus spectaculaires. Il faut les voir défier la pesanteur avec des briques, des piles de bols, des baguettes ou d'énormes jarres. Dans certains numéros, ce sont d'énormes jarres qu'ils s'échangent sans recourir à autre chose qu'à leur tête pour les lancer ou les réceptionner ou encore c'est le jongleur qui fait tourner une jarre en équilibre sur sa tête sans la toucher, ou bien qui tourne sur place avec la jarre immobile toujours sur la tête.

Plus raffiné : des jeunes filles allongées, les jambes levées, jonglent au moyen de leurs pieds avec une jarre, un banc, un parapluie. Debout sur un ballon ou sur une planche posée sur un

Tournée du Cirque de Pékin en France



Sur la piste,
60 artistes socialistes qui font s'épanouir
pour notre plaisir,
la tradition millénaire de la Chine



rouleau de bois qu'il doit maintenir en équilibre, l'artiste jongle avec un gros bâton que l'on envoie en l'air et qu'il rattrape seulement avec deux baguettes. Autre spécialité chinoise : les jongleurs font tourner des assiettes en équilibre au bout de baguettes souples en rotin.

Pour ajouter un peu de sel au numéro, le jongleur peut se tenir sur un pied, le corps à l'horizontal. Maintenant, je vais vous demander de retenir votre respiration et de garder le silence, vous pourrez applaudir à la fin du numéro. Vue d'ensemble : l'artiste les jambes pliées et écartées au sommet d'une pyramide de banc, il fait tourner des assiettes en équilibre au bout de baguette de rotin souple. Jusque là, c'est la routine, puis il incline les baguettes presque à l'horizontale et se renverse à l'arrière pour prendre avec la bouche une coupe ou une fleur placée entre les deux pieds du banc sur lequel il se trouve.

Vous connaissez les vélos chinois, leur robustesse légendaire, mais vous n'avez jamais vu 13 acrobates sur le même vélo...

Si on parle d'illusionniste il faut d'emblée oublier Garcimore, son lapin et sa colombe, les prestidigitateurs chinois ne s'intéressent pas au menu fretin — et font dans le gros calibre. Le prestidigitateur déplie un grand tissu devant les spectateurs, s'en enveloppe avant de provoquer quatre apparitions successives : quatre bols pleins d'eau avec un poisson dans chaque, six petites jarres avec de l'eau et des poissons, sept tasses sur un plateau, un brasero allumé, ou un énorme bocal sur un trépied avec des poissons dedans c'est alors qu'il enlève le tissu pour montrer qu'il n'y a plus rien, fait un saut périlleux et retombe avec une jarre d'eau pleine de poissons dans les mains.

Quant à la fameuse femme coupée en morceaux, elle faisait déjà frémir le public sous la dynastie des Hans.

Les danses et les mimes font aussi partie de la tradition des bateleurs, c'était une manière de conter les légendes. La danse du dragon était pratiquée pour appeler la pluie. La tête du dragon est construite à l'aide d'un cadre de bambou et de papier maché. Les danseurs se tiennent à l'extérieur du dragon et tiennent le corps et la tête au bout de bâtons. Le corps du dragon ondule, se love, se déroule au cours de la danse.

A partir de la dynastie mongole et avec l'essor du théâtre, les numéros de bateleurs ont été intégrés à l'opéra. Toutes les pièces et tous les opéras comportent des tours d'acrobatie, de jonglerie, des danses mimant les combats. C'est très net dans l'Opéra de Pékin. De même les arts martiaux pratiqués aussi par les bateleurs ont été insérés dans les pièces et les opéras.

Le spectacle des bateleurs chinois que nous appelons cirque, dépasse largement le cadre du chapiteau occidental, il fait partie d'une tradition d'expression populaire venue du fond des âges, maintenue vivante et épanouie sous le socialisme.

Léon CLADEL

Cirque de Pékin : du 6 au 15 mai, Maison de la culture de Rennes et Théâtre d'Orléans.

Cirque de Pékin : du 16 mai au 17 juin, Palais des Congrès à Paris.

Giscard battu

**Imposons
des changements
par nos luttes**

● SMIC A 3400F

RAPIDEMENT

● SMIC A TOUS LES CHOMEURS

● EMBAUCHE DES
HORS STATUT ET INTERIMAIRES

● 35 HEURES
SANS DIMINUTION DE SALAIRES

● ARRET DES EXPULSIONS
DE TRAVAILLEURS IMMIGRES

● AMNISTIE
DES PRISONNIERS POLITIQUES

● ABROGATION
DE LA LOI «SECURITE ET LIBERTE»